

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2023/47943]

Ambassades étrangères en Belgique
Remise de Lettres de créance

Le 29 novembre 2023, LL.EE. Monsieur César Augusto Castañeda Lacayo, Monsieur Tigran Balayan, Monsieur Miguel Oyono Ndong Mifumu et Monsieur Hélder Jorge Vaz Gomes Lopes ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République de Nicaragua, de la République d'Arménie, de la République de Guinée-Équatoriale et de la République de Guinée-Bissau.

LL.EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2023/47943]

Buitenlandse Ambassades in België
Overhandiging van geloofsbrieven

Op 29 november 2023 hebben H.E. de heer César Augusto Castañeda Lacayo, de heer Tigran Balayan, de heer Miguel Oyono Ndong Mifumu en de heer Hélder Jorge Vaz Gomes Lopes de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Republiek Nicaragua, van de Republiek Armenië, van de Republiek Equatoriaal-Guinea en van de Republiek Guinee-Bissau

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2023/48005]

Extrait de l'arrêt n° 153/2023 du 23 novembre 2023

Numéro du rôle : 7846

En cause : le recours en annulation des articles 3 et 6 du décret de la Communauté française du 23 juin 2022 « modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » (insertion des articles 37/1 et 52/1 dans le décret du 18 janvier 2018), introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin et M. Plovie, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 août 2022 et parvenue au greffe le 8 août 2022, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me J. Fierens, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 3 et 6 du décret de la Communauté française du 23 juin 2022 « modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » (insertion des articles 37/1 et 52/1 dans le décret du 18 janvier 2018), publié au *Moniteur belge* du 19 juillet 2022.

Par la même requête, la partie requérante demandait également la suspension des mêmes dispositions décrétales. Par l'arrêt n° 141/2022 du 27 octobre 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.141), publié au *Moniteur belge* du 17 mars 2023, la Cour a rejeté la demande de suspension.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte

B.1. La partie requérante, soutenue par la partie intervenante, demande l'annulation des articles 3 et 6 du décret de la Communauté française du 23 juin 2022 « modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » (ci-après : le décret du 23 juin 2022).

B.2. Le décret du 23 juin 2022 a un objet double :

- d'une part, il introduit un service de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse (articles 1^{er} et 5 du décret du 23 juin 2022);

- d'autre part, il procure un fondement légal aux décisions du ministère public visant à faire héberger un enfant en dehors de son milieu de vie, en cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique et psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave, et en dehors des heures d'ouverture des services de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ou si le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse ne sont pas joignables durant ces heures (articles 3 et 6, attaqués, du décret du 23 juin 2022).

B.3.1. L'article 3, attaqué, du décret du 23 juin 2022 insère, dans le décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 « portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » (ci-après : le Code de la jeunesse), un article 37/1.

L'article 37/1 du Code de la jeunesse dispose :

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et en dehors des heures d'ouverture des services de l'aide à la jeunesse ou si le conseiller n'est pas joignable durant celles-ci, le ministère public peut prendre la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°. La mesure prend fin au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à la mesure visée au paragraphe 1^{er} prise par le Ministère public et portées devant lui par les personnes visées à l'article 36, alinéa 1er ».

B.3.2. L'article 6, attaqué, du décret du 23 juin 2022 insère, dans le Code de la jeunesse, un article 52/1.

L'article 52/1 du Code de la jeunesse dispose :

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et en dehors des heures d'ouverture des services de protection de la jeunesse ou si le directeur n'est pas joignable durant celles-ci, le Ministre public peut prendre la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°. La mesure prend fin au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à la mesure visée [au] paragraphe 1^{er} prise par le ministère public et portées devant lui par les personnes visées à l'article 54, alinéa 1er ».

B.3.3.1. La « mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2° » du Code de la jeunesse, à laquelle renvoient les articles 37/1 et 52/1 du Code, insérés par les dispositions attaquées, vise la décision, « dans des situations exceptionnelles, que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu de vie en vue de son éducation ou de son traitement ».

B.3.3.2. Les articles 37/1 et 52/1 du Code de la jeunesse, tels qu'ils ont été insérés par les dispositions attaquées, permettent dès lors au ministère public de faire héberger un enfant en dehors de son milieu de vie, lorsque trois conditions sont remplies.

Il faut (i) une nécessité urgente, (ii) que l'intégrité physique et psychique de l'enfant soit exposée directement et actuellement à un péril grave, et (iii) que la situation se présente en dehors des heures d'ouverture des services de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ou à un moment où le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse ne sont pas joignables.

B.3.4. Un recours contre cette mesure peut être introduit devant le tribunal de la jeunesse par les « personnes visées à l'article 36, alinéa 1er » et par les « personnes visées à l'article 54, alinéa 1er » du Code de la jeunesse. Il s'agit (1) des personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard de l'enfant, (2) des personnes qui hébergent l'enfant en droit ou en fait, (3) des personnes bénéficiant du droit d'entretenir avec l'enfant des relations personnelles, (4) de l'enfant âgé d'au moins quatorze ans, (5) de l'enfant âgé d'au moins douze ans assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant à la demande du conseiller, et (6) de l'enfant âgé de moins de douze ans ou son tuteur *ad hoc* si les personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard de l'enfant, les personnes qui hébergent l'enfant en droit ou en fait ou les personnes bénéficiant du droit d'entretenir avec l'enfant des relations personnelles s'abstiennent de saisir le tribunal.

B.3.5. Les travaux préparatoires mentionnent :

« Un nouvel article 37/1 est inséré en vue de légaliser la mesure prétorienne. Une pratique récurrente du ministère public en matière d'aide à la jeunesse est de prendre, dans certaines circonstances, une mesure d'hébergement hors du milieu de vie pour une période de très courte durée, lorsque l'enfant est supposé être exposé directement et actuellement à un péril grave, et ce dans l'attente de l'intervention du conseiller.

Cette pratique est très fréquente dans certains arrondissements judiciaires, en soirée, les jours fériés et les week-ends, le conseiller reprenant généralement la gestion de la situation dès le premier jour ouvrable suivant. Elle permet d'éviter le passage devant le tribunal de la jeunesse dans certaines situations et de rester gérées dans le cadre de l'aide volontaire.

La légalisation de la mesure prétorienne prend tout son sens dans le cadre du système de garde des conseillers et directeurs. En effet, la possibilité offerte officiellement au ministère public de prendre une mesure d'éloignement de l'enfant pendant une durée très limitée, couvrant la suite du week-end ainsi que le premier jour ouvrable suivant laisse l'opportunité au conseiller d'assurer le suivi de la situation dans les limites de l'aide volontaire » (*Doc. Parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/1, p. 8).

B.4.1. Le service de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse est coordonné par zone et organisé selon les modalités fixées par le Gouvernement.

B.4.2. Le conseiller de l'aide à la jeunesse est une autorité administrative placée sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente de la Communauté française. Il ou elle dirige le service de l'aide à la jeunesse et doit exercer ses compétences en matière d'aide individuelle en toute indépendance. Il y a un conseiller dans chaque division du tribunal de première instance ou dans chaque arrondissement judiciaire qui n'est pas composé de divisions (articles 2, 5°, 8°, 12° et 17°, 16 et 17 du Code de la jeunesse).

Le directeur de la protection de la jeunesse est une autorité administrative placée sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente de la Communauté française. Il y a un directeur dans chaque division du tribunal de première instance ou dans chaque arrondissement judiciaire qui n'est pas composé de divisions, pour diriger le service de la protection de la jeunesse. Il ou elle exerce ses compétences en matière de protection individuelle en toute indépendance (articles 2, 5°, 10°, 12° et 17°, 18 et 19 du Code de la jeunesse).

B.4.3. Pendant la garde, la mission du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse consiste à informer le ministère public sur l'opportunité de procéder en urgence à l'éloignement du milieu de vie de l'enfant concerné,

- lorsque le ministère public envisage de faire application des articles 37 ou 37/1 du Code de la jeunesse, dans le cadre de l'aide à la jeunesse (article 35, § 5, du Code de la jeunesse, tel qu'il a été complété par l'article 1^{er} du décret du 23 juin 2022); ou

- lorsque le ministère public envisage de faire application des articles 52 et 52/1 du même Code, dans le cadre de la protection de la jeunesse (article 53, § 6, du Code de la jeunesse, tel qu'il a été inséré par l'article 5 du décret du 23 juin 2022).

B.4.4.1. Tel qu'il a été modifié par l'article 2 du décret du 23 juin 2022, l'article 37 du Code de la jeunesse, auquel il est renvoyé, dispose :

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°.

Lorsque la saisine du tribunal n'est pas sollicitée par le conseiller, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

§ 2. Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le conseiller n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} où le conseiller n'a pas pu être atteint et les cas où le conseiller qui assure le service de garde prévu à l'article 35, § 5, alinéa 2, n'a pas connaissance de la situation, la décision du tribunal est transmise immédiatement au conseiller qui exerce dans ces cas les missions liées à l'exécution d'une mesure provisoire prévues par l'article 53, §§ 1er, 2, 3 et 5, et tente d'obtenir l'accord des personnes visées à l'article 23 sur la ou les mesures décidées par le tribunal ou sur leur modification.

§ 3. Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus ».

B.4.4.2. Tel qu'il a été modifié par l'article 4 du décret du 23 juin 2022, l'article 52 du Code de la jeunesse dispose :

« En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°.

Lorsque la saisine du tribunal n'est pas sollicitée par le directeur, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le directeur n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'intervention du directeur.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus ».

B.4.4.3. Les personnes visées à l'article 23 du Code de la jeunesse, auxquelles il est renvoyé, sont l'enfant âgé d'au moins quatorze ans, l'enfant âgé d'au moins douze ans, assisté par un avocat, désigné d'office, le cas échéant, à la demande du conseiller, et les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant.

B.4.5. À propos du service de garde, les travaux préparatoires mentionnent :

« Un projet pilote de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse a été expérimenté dans les arrondissements judiciaires de Liège et Luxembourg, du 4 octobre 2019 au 31 mai 2020. Le dispositif pratiqué alors est décrit dans la circulaire du 1er août 2019 portant sur l'expérimentation d'un système de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse mise à jour le 23 septembre 2019.

Ce projet pilote a confirmé l'opportunité d'étendre un système de garde à l'ensemble des arrondissements judiciaires, chacun pouvant en reconnaître la plus-value, aussi bien dans les rangs des mandants de l'aide et de la protection de la jeunesse, que dans ceux du ministère public. En effet, ce projet a permis de renforcer les relais entre les conseillers et directeurs et les membres du parquet, tout en favorisant la reconnaissance des compétences réciproques. De même, dans certains cas, le système mis en place a permis d'anticiper les situations d'urgence, les différents mandants avertissant le conseiller ou le directeur de garde des dossiers présentant un risque accru de dégradation au cours du week-end. Une telle anticipation permet au mandant de garde de disposer des éléments utiles lorsque la situation d'urgence se présente.

Le projet pilote a révélé la nécessité d'approfondir l'articulation de l'action des mandants communautaires avec le ministère public. En effet, celui-ci étant le premier intervenant face à une situation de crise et de danger, la mesure prétorienne est apparue comme un élément essentiel du dispositif de garde.

[...]

[...] pour les périodes plus longues de week-end ou les jours fériés durant lesquels le mandant communautaire est actuellement injoignable, il est apparu judicieux que le ministère public puisse s'appuyer sur l'expertise psycho-sociale et les compétences particulières reconnues aux conseillers de l'aide à la jeunesse et aux directeurs de la protection de la jeunesse. Aussi, le système de garde tel qu'il est pensé prévoit une collaboration étroite entre le ministère public et les mandants de l'aide et de la protection de la jeunesse afin que la meilleure solution puisse être trouvée face à l'urgence.

[...]

Le système de garde tel que pensé est ainsi à la recherche d'un équilibre : tout en consolidant le principe de déjudiciarisation consacré par le décret du 18 janvier 2018 durant les périodes de fermeture des services de la Communauté française, il garantit au ministère public une aide substantielle à la prise de décision par le biais d'une transmission d'informations, d'éléments d'appréciation et de pistes d'orientations. Par ailleurs, le projet pilote de garde a montré que le système permet d'éviter des saisines du juge de la jeunesse ce qui permet une réduction du nombre de procédures à suivre par le ministère public à moyen ou plus long terme » (*Doc. Parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/1, pp. 3-5).

En commission, le ministre a précisé :

« Le modèle de garde instaure des permanences téléphoniques des mandants communautaires les weekends et les jours fériés ainsi que les vendredis en soirée. Les mandants peuvent être contactés par les Procureurs. Plus que de simples moments d'échanges, il s'agit véritablement d'organiser la suite de la prise en charge de la situation concernée.

Ce modèle permet à l'aide négociée de jouer pleinement son rôle et offrir aux bénéficiaires les compétences des mandants, rompus au travail avec les jeunes en danger. La mise en place d'une reprise rapide par les mandants, garantit aussi que les jeunes et les familles bénéficient d'une prise en charge immédiate.

L'instauration de ce modèle de gardes est une étape essentielle dans la mise en œuvre d'un système de gardes plus complet qui devrait, idéalement, viser l'organisation d'un modèle présentiel de mandants accompagnés de membres des sections sociales et administratives. Toutefois, un tel modèle nécessite des moyens budgétaires et humains conséquents » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/2, pp. 4-5).

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.5. Le premier moyen est pris de la violation de l'article 13 de la Constitution, en ce que les dispositions attaquées donnent au ministère public le pouvoir de placer un enfant temporairement en dehors de son milieu de vie, lorsque les conditions d'application de ces dispositions sont remplies.

Selon la partie requérante et la partie intervenante, toute mesure de placement d'un enfant constitue une ingérence grave dans le respect de la vie privée et familiale de l'enfant et de sa famille qui ne peut être décidée que par un juge, dans le cadre d'une procédure garantissant à tout le moins l'audition des personnes concernées. Les dispositions attaquées auraient pour effet de distraire des justiciables, contre leur gré, du juge que la loi leur assigne.

B.6.1. L'article 13 de la Constitution contient un droit d'accès au juge compétent, qui est un droit fondamental dans un État de droit.

Le droit d'accès au juge constitue un élément inhérent au droit à un procès équitable consacré par l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 21 février 1975, *Golder c. Royaume-Uni*, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170, § 36; grande chambre, 15 mars 2022, *Grzęda c. Pologne*, ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218, § 342).

La portée de cette disposition conventionnelle est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.6.2. La réalisation du droit d'accès au juge implique une voie judiciaire effective (CEDH, grande chambre, 15 mars 2018, *Naït-Liman c. Suisse*, ECLI:CE:ECHR:2018:0315JUD005135707, §§ 112 et 113).

B.6.3. Toutefois, contrairement à ce que soutiennent la partie requérante et la partie intervenante, le droit d'accès au juge n'implique pas que toute mesure restrictive du droit au respect de la vie privée et familiale, même importante, doive être prise par un juge indépendant et impartial.

Si l'intervention préalable d'un juge indépendant et impartial pour adopter une telle mesure peut constituer une garantie du respect d'autres droits fondamentaux, comme le droit au respect de la vie privée et familiale ou le droit au respect du domicile, elle ne découle pas comme telle du droit d'accès au juge.

B.7. En ce que le premier moyen, pris en substance de la violation de l'article 13 de la Constitution, est uniquement fondé sur la critique selon laquelle les dispositions attaquées confient, en cas de nécessité urgente, au ministère public, et non pas au tribunal de la jeunesse, le pouvoir de placer temporairement en dehors de son milieu de vie un enfant en grave danger, il n'est pas fondé.

En ce qui concerne les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième moyens

B.8. Les griefs soulevés par la partie requérante et la partie intervenante dans les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième moyens sont étroitement liés, de sorte que la Cour les examine conjointement.

B.9.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La partie requérante et la partie intervenante soutiennent que la différence de traitement entre, d'une part, les enfants qui sont placés en dehors de leur milieu de vie par le ministère public sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse et les familles de ces enfants, et, d'autre part, les enfants qui sont placés par un juge, en l'occurrence le tribunal de la jeunesse, et les familles de ces enfants n'est pas raisonnablement justifiée parce qu'elle tient uniquement au fonctionnement de l'administration, au moment où est prise la décision de placer l'enfant.

B.9.2. Le troisième moyen est pris de la violation de l'article 22bis, alinéa 2, de la Constitution, des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 9, paragraphe 2, et 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant, avec le principe général du contradictoire et des droits de la défense, et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La partie requérante et la partie intervenante soutiennent que le principe général du contradictoire n'est pas garanti, en ce qu'il n'y a pas d'audition de l'enfant placé par le ministère public sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse qui a l'âge et la maturité requis (première branche), et en ce qu'aucune autre garantie du procès équitable n'est respectée (seconde branche).

B.9.3. Le quatrième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 144 de la Constitution.

La partie requérante et la partie intervenante font valoir qu'en cas de placement d'un enfant sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse sans l'accord de l'enfant ou de sa famille, il y a une contestation au sujet de droits civils qui doit nécessairement faire l'objet d'une décision rendue par un tribunal.

B.9.4. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le recours qui peut être exercé contre la mesure de placement de l'enfant prise par le ministère public sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse n'est pas effectif.

B.9.5. Le sixième moyen est pris de la violation de l'article 22 de la Constitution et des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 7 et 9 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

La partie requérante et la partie intervenante soutiennent que la décision du ministère public de placer un enfant sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse constitue une ingérence injustifiée et disproportionnée dans le droit au respect de la vie privée et familiale.

B.10.1. À titre liminaire, la requête ne contient pas, dans le deuxième moyen, un exposé qui ferait apparaître en quoi l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, pris isolément, serait violé.

En conséquence, en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition conventionnelle, le moyen est irrecevable.

B.10.2.1. Ensuite, dans le troisième moyen, la partie requérante et la partie intervenante soutiennent que les garanties prescrites par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ne sont pas respectées. En particulier, les dispositions attaquées ne garantiraient pas le principe général du contradictoire, l'accès au dossier, l'intervention d'un avocat, l'obligation de motiver la décision, le droit des parties ou de l'enfant de conclure, et la notification de la décision de placement et des voies de recours.

B.10.2.2. Les garanties contenues dans l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ne s'appliquent toutefois pas au ministère public lorsque celui-ci décide de placer un enfant sur la base des dispositions attaquées, puisque, faute d'être investi d'une compétence juridictionnelle, il ne constitue pas un « tribunal » au sens de cette disposition (CEDH, 1er décembre 2020, *Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande*, grande chambre, ECLI:CE:ECHR:2020:1201JUD002637418, § 219).

B.10.2.3. Dès lors, le troisième moyen n'est pas fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.10.2.4. Le principe général des droits de la défense, dont le principe du contradictoire de la procédure et le droit de présenter sa défense sont des composantes, s'applique à toutes les juridictions ainsi qu'à l'autorité administrative lorsque celle-ci entend sanctionner ou punir.

Le ministère public n'est ni une juridiction, ni une autorité administrative qui entend sanctionner ou punir. Le principe général des droits de la défense ne s'applique donc pas à lui lorsqu'il prend une mesure de placement d'un enfant sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse.

Le troisième moyen n'est donc pas fondé en ce qu'il est pris de la violation du principe général du contradictoire et des droits de la défense.

B.10.2.5. En revanche, le troisième moyen doit être examiné en ce qu'il est pris de la violation des dispositions constitutionnelle et conventionnelles qui consacrent le droit de l'enfant d'être entendu eu égard à son âge et à son discernement.

B.10.3. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'on peut déduire de l'exposé du moyen contenu dans la requête que la partie requérante critique l'absence de recours effectif permettant de se prévaloir d'une violation du droit au respect de la vie privée et familiale, garanti notamment par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme étant invoquée dans le sixième moyen, et compte tenu de l'examen conjoint par la Cour des cinquième et sixième moyens, le cinquième moyen est recevable.

B.11. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.12.1. Selon l'article 22bis, alinéa 2, de la Constitution, tout enfant a le droit de s'exprimer « sur toute question qui le concerne » et « son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement ».

Selon l'article 12, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant, les États parties à cette Convention garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion « sur toute question l'intéressant ». Selon le paragraphe 2 de cette disposition, l'enfant doit avoir l'occasion d'être entendu « dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant ».

B.12.2. En ce que l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant confère aux enfants le droit d'exprimer leur propre opinion sur toute question les intéressant, cette disposition a une portée analogue à celle de l'article 22bis, alinéa 2, de la Constitution, de sorte que ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.12.3. L'article 9 de la même Convention dispose :

« 1. Les Etats parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans certains cas particuliers, par exemple lorsque les parents maltraitent ou négligent l'enfant, ou lorsqu'ils vivent séparément et qu'une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant.

2. Dans tous les cas prévus au paragraphe 1 du présent article, toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues.

3. Les Etats parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

[...] ».

B.12.4. En ce que l'article 9, paragraphe 2, de la même Convention doit être compris comme donnant aux enfants, entre autres, la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues lorsqu'ils sont séparés de leurs parents contre leur gré, s'ils ont l'âge et la maturité requis, cette disposition a également une portée analogue à celle de l'article 22bis, alinéa 2, de la Constitution, avec laquelle elle forme un tout indissociable.

B.13. L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit l'existence en droit interne d'un recours permettant de se prévaloir des droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme. L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme n'a donc pas d'existence indépendante (CEDH, 7 juillet 2009, *Zavoloka c. Lettonie*, ECLI:CE:ECHR:2009:0707JUD005844700, § 35).

Pour être efficace, un recours doit être capable de porter directement remède à la situation critiquée (Comm. Eur. D.H., décision, *Pine Valley Developments Ltd et autres c. Irlande*, 1989). La portée du contrôle doit donc être suffisamment large et les autorités compétentes doivent examiner le fond du grief tiré de la violation d'un droit fondamental garanti par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 8 juillet 2003, *Hatton et autres c. Royaume-Uni*, ECLI:CE:ECHR:2003:0708JUD003602297, § 141). Pour être efficaces, les recours doivent être appropriés et accessibles à l'intéressé (CEDH, 11 juin 2009, *Petkov et autres c. Bulgarie*, ECLI:CE:ECHR:2009:0611JUD007756801, § 82; CEDH, décision, 27 mars 2003 et 22 mai 2003, *Paulino Tomás c. Portugal*, ECLI:CE:ECHR:2003:0327DEC005869800).

B.14.1. L'article 144 de la Constitution dispose :

« Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Toutefois, la loi peut, selon les modalités qu'elle détermine, habiliter le Conseil d'Etat ou les juridictions administratives fédérales à statuer sur les effets civils de leurs décisions ».

Cette disposition constitutionnelle confie exclusivement aux juridictions judiciaires le pouvoir de connaître des contestations portant sur un droit civil, sous réserve de ce que la loi peut attribuer au Conseil d'Etat ou aux juridictions administratives fédérales la compétence de statuer sur les effets civils de leurs décisions.

B.14.2. Priver une catégorie de personnes de cette garantie reviendrait à instaurer une différence de traitement qui n'est pas compatible avec l'article 144 de la Constitution et, partant, avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.15.1. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.15.2. Le Constituant a recherché la plus grande concordance possible entre l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2).

La portée de cet article 8 est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.15.3. L'article 17 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« 1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes ».

B.15.4. Selon l'article 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'enfant a, entre autres, « dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux ».

B.15.5. Le fait d'être ensemble représente pour un parent et son enfant un élément fondamental de la vie familiale et les mesures qui les en empêchent constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie familiale (CEDH, grande chambre, 10 septembre 2019, *Strand Lobben et autres c. Norvège*, ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, § 202).

Le droit au respect de la vie privée et familiale que garantissent les dispositions constitutionnelle et conventionnelles précitées n'exclut pas une ingérence d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect de la vie familiale, mais exige que cette ingérence soit prévue par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle réponde à un besoin social impérieux dans une société démocratique et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

Dans les affaires concernant le placement d'un enfant par une autorité publique, l'intérêt de l'enfant doit passer avant toute autre considération. L'intérêt supérieur de l'enfant peut primer sur celui des parents (CEDH, grande chambre, 10 septembre 2019, *Strand Lobben et autres c. Norvège*, ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, §§ 206 et 207). En même temps, la recherche de l'unité familiale et celle de la réunion de la famille en cas de séparation constituent des considérations inhérentes au droit au respect de la vie familiale.

Par conséquent,

(1) seules des circonstances tout à fait exceptionnelles peuvent en principe conduire à une rupture du lien familial (CEDH, grande chambre, 10 septembre 2019, *Strand Lobben et autres c. Norvège*, § 207);

(2) l'enfant ne doit pas être séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes décident, sous réserve de révision judiciaire, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt de l'enfant. Il appartient aux États membres d'instaurer des garanties procédurales pratiques et effectives permettant de veiller à la protection et à la mise en œuvre de l'intérêt supérieur de l'enfant (*ibid.*, § 207);

(3) l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme implique à charge de toute autorité publique qui ordonnerait une prise en charge de l'enfant restreignant la vie familiale une obligation positive de prendre des mesures afin de faciliter la réunion de la famille dès que cela sera vraiment possible (*ibid.*, § 205). Cette obligation positive s'impose aux autorités compétentes dès le début de la période de prise en charge et avec de plus en plus de force, mais doit toujours être mise en balance avec le devoir de considérer l'intérêt supérieur de l'enfant (*ibid.*, § 208).

B.16. Selon le Gouvernement de la Communauté française, la différence de traitement dénoncée dans le deuxième moyen, à savoir la différence entre les enfants qui sont placés par le ministère public sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse, et les enfants qui sont placés par le tribunal de la jeunesse sur la base des articles 37 ou 52 du Code de la jeunesse n'existe pas, puisque le ministère public peut toujours décider, même en dehors des heures d'ouverture des services d'aide et de protection de la jeunesse, de saisir le tribunal de la jeunesse sur la base des articles 37 ou 52 du Code de la jeunesse, afin que celui-ci procède au placement de l'enfant.

Or, le fait que le ministère public garde la faculté de saisir le tribunal de la jeunesse sur la base des articles 37 ou 52 du Code de la jeunesse afin que celui-ci décide du placement de l'enfant ne porte pas atteinte au pouvoir qui lui est conféré par les dispositions attaquées de placer un enfant sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse, de sorte que la différence de traitement dénoncée existe bel et bien.

B.17.1. La Cour doit vérifier si cette différence de traitement est objectivement et raisonnablement justifiée.

B.17.2. Toute mesure de placement d'un enfant en dehors de son milieu de vie constitue une ingérence grave dans le droit au respect de la vie privée et familiale de l'enfant et de sa famille.

Bien qu'elle soit censée être de courte durée, la mesure de placement d'un enfant décidée par le ministère public sur la base des articles 37/1 et 52/1 du Code de la jeunesse constitue, elle aussi, une ingérence grave dans le droit au respect de la vie privée et familiale des personnes concernées par la mesure qui doit respecter les garanties énoncées en B.15.5.

B.18.1. Par le décret du 23 juin 2022, le législateur décréte a, premièrement, cherché à assurer la déjudiciarisation de l'aide et de la protection de la jeunesse en dehors des heures d'ouverture des services administratifs compétents ou en cas d'inaccessibilité de ceux-ci (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/1, pp. 1, 3, 5 et 6).

Le principe de déjudiciarisation qui gouverne la politique en matière d'aide et de protection de la jeunesse en Communauté française se trouve inscrit à l'article 1er, 7°, du Code de la jeunesse, qui dispose que « l'aide et la protection s'inscrivent dans une optique de déjudiciarisation et de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire ».

Tel qu'il est prôné par la Communauté française, le principe de déjudiciarisation de l'aide et de la protection de la jeunesse, combiné à un principe de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire, doit se comprendre comme la volonté d'éviter, si et tant que c'est possible, la saisine du tribunal de la jeunesse pour traiter une situation dans laquelle un enfant se trouve en difficulté ou en danger. Le principe de déjudiciarisation ne se comprend toutefois pas, comme le soutient la partie requérante, comme la volonté d'éviter l'intervention du ministère public, qui est une instance judiciaire.

B.18.2. Deuxièmement, le législateur décréte veut garantir le respect du principe d'égalité de traitement et de non-discrimination entre les enfants, selon que la situation de danger dans laquelle ils se trouvent se manifeste dans les ou en dehors des heures d'ouverture (ou de l'accessibilité) des services de l'aide et de la protection de la jeunesse (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/1, pp. 5-6; *Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/2, pp. 5-6).

B.18.3. Les objectifs précités sont légitimes. Pour le surplus, il n'appartient pas à la Cour de juger de l'opportunité ou des possibilités de réalisation concrètes des choix effectués par le législateur décréte dans l'élaboration de sa politique en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.

B.19.1. Pour atteindre ces objectifs, le législateur décréte a pris deux mesures, comme il est dit en B.2.

Premièrement, il a créé un service de garde des conseillers d'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse en dehors des heures d'ouverture des services administratifs.

Deuxièmement, par les dispositions attaquées, le législateur décréte a procuré un fondement légal à la pratique existante de placer un enfant en dehors de son milieu de vie sur la base d'une « décision prétorienne » prise par le ministère public en cas de nécessité urgente et de danger grave pour l'enfant.

B.19.2. Le système ainsi conçu par le législateur décréte vise à permettre le placement en dehors de son milieu de vie d'un enfant en danger, sans saisir à ce stade le tribunal de la jeunesse, dans l'attente de l'accessibilité des services de l'aide et de protection de la jeunesse, pour que ceux-ci puissent reprendre la gestion du dossier le plus tôt possible, afin de tenter d'éviter une saisine du tribunal à un stade ultérieur.

Eu égard à la déjudiciarisation visée, il est donc cohérent que le législateur décréte souhaite éviter la saisine automatique du tribunal de la jeunesse lorsque les services de l'aide ou de protection de la jeunesse sont fermés ou injoignables, puisque le ministère public peut désormais, dans cette hypothèse, décider lui-même le placement de l'enfant qui se trouve en grave danger, en cas de nécessité urgente, et il ne doit plus saisir, pour ce faire, le juge de la jeunesse sur la base des articles 37 et 52 du Code de la jeunesse.

Ensuite, puisqu'il est prévu que la mesure de placement de l'enfant prise par le ministère public dure jusqu'à la fin du premier jour ouvrable suivant, le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse dispose en principe de la possibilité de traiter la situation de l'enfant dès les premières heures du premier jour ouvrable, pour tenter de dégager un accord avec la famille. Si un tel accord avec la famille est trouvé, la saisine du tribunal de la jeunesse est évitée à ce stade également.

B.19.3. Le législateur décréte veut ainsi garantir que tous les enfants en danger soient traités de la même manière, que la situation de danger se présente dans ou en dehors des heures d'ouverture des services, ou encore lorsque ceux-ci ne sont pas joignables, c'est-à-dire en privilégiant la déjudiciarisation de la situation de danger dans tous les cas.

B.20. Les dispositions attaquées confèrent au ministère public, c'est-à-dire à des magistrats sans pouvoir juridictionnel mais dont l'indépendance est garantie par l'article 151, § 1er, de la Constitution, un pouvoir pour réagir immédiatement face à une situation de nécessité urgente dans laquelle un enfant est en grave danger, pour sauvegarder l'intérêt supérieur de cet enfant.

Compte tenu du besoin de l'autorité publique de réagir sans délai face à une situation de nécessité urgente dans laquelle un enfant est en grave danger, l'attribution expresse du pouvoir au ministère public de placer, dans cette situation, un enfant en dehors de son milieu de vie temporairement, est une mesure qui, en tant que telle, peut être justifiée.

B.21. La partie requérante et la partie intervenante soutiennent que le ministère public décide régulièrement de placer un enfant en dehors de son milieu de vie sans qu'il y ait une nécessité urgente.

La « nécessité urgente » est toutefois une condition à la mise en œuvre du pouvoir du ministère public, fixée par les dispositions attaquées. Dès lors, si un enfant est placé par le ministère public sans qu'il y ait une « nécessité urgente », il s'agit d'un excès de compétence résultant de l'exécution des dispositions attaquées, qui échappe au contrôle de la Cour.

B.22. Contrairement à ce que soutiennent la partie requérante et la partie intervenante, le législateur décréte peut estimer que, malgré les gardes organisées par des tribunaux de la jeunesse, les dispositions attaquées ne sont pas inutiles.

En effet, les communautés ont, en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la plénitude de compétence pour régler la protection de la jeunesse dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées. Dans l'exercice de cette compétence, le législateur décréte peut vouloir privilégier la déjudiciarisation d'une situation dans laquelle un enfant est en danger et éviter, si possible, la saisine du juge de la jeunesse, y compris donc du juge « de garde ». C'est ainsi que, dans l'exercice de cette même compétence, il relève d'un choix politique de conférer, en cas de nécessité urgente, au ministère public le pouvoir de placer en dehors de son milieu de vie un enfant en grave danger, dans l'attente de la réouverture des services de l'aide et de la protection de la jeunesse pour vérifier s'il est possible de proposer une aide volontaire à cet enfant et à sa famille. Toutefois, en posant ce choix politique, le législateur décréte est tenu de respecter les règles répartitrices de compétences et les droits fondamentaux, ce qu'il appartient à la Cour de vérifier.

B.23.1. Comme il est dit en B.15.5, les dispositions constitutionnelle et conventionnelles liant la Belgique qui garantissent le droit au respect de la vie privée et familiale imposent aux autorités compétentes de mettre fin à une mesure de placement d'un enfant « dès que cela sera vraiment possible ».

En outre, le placement d'un enfant en dehors de sa famille, même s'il est de courte durée, ne peut être qu'une mesure exceptionnelle qui doit être d'une durée la plus courte possible.

Tel est d'autant plus le cas lorsque le placement de l'enfant intervient, comme en l'espèce, en l'absence de décision d'un juge.

Les travaux préparatoires indiquent d'ailleurs que la mesure de placement de l'enfant prise sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse « pouvant être prise sans l'accord des personnes et sans les garanties offertes par un tribunal, doit être appréhendée comme une mesure d'ordre transitoire et est pensée pour être d'une durée la plus courte possible » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/1, pp. 4-5).

B.23.2. L'article 35, § 5, du Code de la jeunesse, tel qu'il a été complété par l'article 1^{er} du décret du 23 juin 2022, et l'article 53, § 6, du même Code, tel qu'il a été inséré par l'article 5 du décret du 23 juin 2022, prévoient qu'un service de garde des conseillers et un service de garde des directeurs, coordonnés par zone, sont « organisés[s] selon les modalités fixées par le Gouvernement ». Par ailleurs, ces dispositions définissent la mission du conseiller et du directeur de garde comme étant celle d'informer le ministère public sur l'opportunité de procéder en urgence à l'éloignement du milieu de vie de l'enfant concerné lorsque le ministère public envisage de faire application des articles 37 ou 37/1, ou des articles 52 et 52/1.

Toutefois, comme il ressort des travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2021-2022, n° 397/2, pp. 4-5), ce service de garde est limité à un service de garde téléphonique, qui est opérationnel les vendredis soirs, les jours fériés et les week-ends, faute pour la Communauté française de pouvoir y accorder des moyens budgétaires plus importants. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 « portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse » (ci-après : l'arrêté du 25 août 2022) confirme le caractère limité du « service de garde » en le définissant comme « l'obligation pour le conseiller, le conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse, et le directeur, directeur adjoint de la protection de la jeunesse, d'être joignables par téléphone le vendredi de 17h00 à 22h00, et les samedi et dimanche de 9h00 à 17h00, ainsi que les jours fériés, de 9h00 à 17h00 ».

L'arrêté du 25 août 2022 exécute les articles 35, § 5, et 53, § 6, du Code de la jeunesse en instaurant un service de garde, qui ne couvre pas toute la période au cours de laquelle le ministère public peut placer un enfant sur la base des articles 37/1 et 52/1 du Code de la jeunesse.

B.23.3. Le contrôle de constitutionnalité de la Cour porte sur des normes législatives uniquement.

Dans ce cadre, la Cour constate que, indépendamment de leur exécution par le Gouvernement de la Communauté française, l'article 35, § 5, du Code de la jeunesse, tel qu'il a été complété par l'article 1^{er} du décret du 23 juin 2022, et l'article 53, § 6, du même Code, tel qu'il a été inséré par l'article 5 du décret du 23 juin 2022, qui ne sont pas les dispositions attaquées, permettent audit Gouvernement de mettre en place un service de garde opérationnel couvrant toute la période pendant laquelle les services de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse sont fermés ou injoignables.

B.24.1. La circonstance que l'intervention des mandants communautaires est prévue par le législateur décréte avant une saisine éventuelle du tribunal de la jeunesse afin de tendre vers une déjudiciarisation de l'aide et de la protection de la jeunesse, mais qu'en même temps les services d'aide et de protection de la jeunesse travaillent selon un horaire classique de l'administration et que le service de garde des mandants communautaires est, pour des raisons budgétaires, limité à une garde téléphonique qui est opérationnelle à certains moments seulement ne justifie pas que la mesure de placement d'un enfant prise par le ministère public sur la base des articles 37/1 ou 52/1 du Code de la jeunesse dure jusqu'à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

B.24.2. Compte tenu (i) de la gravité de l'atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale qu'elle implique, (ii) de ce qu'elle n'est pas prise par un tribunal indépendant et impartial au terme d'une procédure garantissant le respect des exigences de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui constitue une exception au principe exprimé à l'article 1er, 9°, du Code de la jeunesse selon lequel « toute mesure de protection, à l'égard d'un enfant en danger [...], est mise en œuvre par la Communauté française dans le cadre d'une décision judiciaire », (iii) de ce qu'elle peut intervenir sans garantie d'une saisine ultérieure d'un tribunal, (iv) et, surtout, de ce qu'elle est conçue pour être très provisoire et permettre une réaction immédiate des autorités face à une situation de nécessité urgente pour sauvegarder l'intérêt supérieur de l'enfant, une mesure de placement d'un enfant prise par le ministère public sur la base des articles 37/1 et 52/1 du Code de la jeunesse produit des effets disproportionnés sur la situation des enfants placés et de leurs familles si elle dure au-delà de la fin du premier jour suivant celui où la mesure a été prise.

B.24.3. Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième moyens sont fondés dans cette mesure.

B.24.4. Dans les articles 37/1, § 1er, et 52/1, § 1er, du Code de la jeunesse, tels qu'ils sont insérés par les dispositions attaquées, il y a lieu d'annuler chaque fois le mot « ouvrable », de sorte que la mesure de placement de l'enfant décidée par le ministère public prend fin au plus tard à la fin du premier jour suivant celui où la mesure a été prise.

B.25.1. En conséquence, si le législateur décrétal décide de maintenir le système envisagé, il doit s'assurer que l'ordonnance d'éloignement d'un enfant de son milieu de vie ne peut sortir ses effets au-delà de la fin du premier jour suivant celui où la mesure a été prise. À l'issue de ce délai au plus tard, selon le cas, les services de l'aide à la jeunesse ou les services de la protection de la jeunesse doivent avoir été contactés et mis en mesure d'exercer leur mission, soit dans le cadre de l'aide consentie, soit dans le cadre de l'aide contrainte. Si ces services ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, intervenir dans ce délai et aboutir à une solution consentie, il revient au ministère public, s'il estime que la mesure d'éloignement doit être prolongée, de saisir le tribunal de la jeunesse sur la base des articles 37 ou 52 du Code de la jeunesse.

B.25.2. Il en résulte que la mesure d'éloignement de l'enfant de son milieu de vie prise par le ministère public sera, à la fin du premier jour suivant celui où la mesure a été prise, soit levée, soit consentie par les personnes mentionnées en B.4.4.3, soit débattue et éventuellement confirmée par le tribunal de la jeunesse, par une décision qui est elle-même susceptible de faire l'objet d'un recours. De cette manière, les personnes concernées par la mesure d'éloignement du milieu de vie ont la garantie de pouvoir obtenir un jugement dans un délai raisonnable, rendu par une juridiction indépendante et impartiale, lorsqu'elles s'opposent à la mesure de placement de l'enfant.

B.26. Dans ces circonstances, les griefs d'ineffectivité et d'inefficacité formulés par les parties requérante et intervenante au sujet du recours auprès du tribunal de la jeunesse ouvert contre la mesure prise par le ministère public, même fondés, ne sauraient entraîner l'annulation des dispositions attaquées. En effet, compte tenu du fait que cette mesure est motivée par une nécessité urgente en cas de péril grave menaçant l'intégrité physique ou psychique de l'enfant, l'organisation d'une suite à donner à cette mesure dans un délai rapide, étant donné l'annulation du mot « ouvrable » comme indiqué en B.24.4, garantit que l'atteinte occasionnée aux droits fondamentaux de l'enfant et de ses parents n'est pas disproportionnée.

B.27. Enfin, s'il est exact qu'elles ne prévoient pas que l'enfant, eu égard à son âge et à son discernement, soit entendu par le ministère public pour qu'il puisse donner son avis sur la mesure de placement envisagée et que son opinion soit prise en considération, les dispositions attaquées ne sauraient être interprétées comme dérogeant à l'article 22bis, alinéa 2, de la Constitution et aux articles 9 et 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui exigent que l'enfant, eu égard à son âge et à son discernement, ait le droit de s'exprimer sur toute question qui le concerne. La mesure de placement décidée par le ministère public est à l'évidence une question qui concerne l'enfant, de sorte que, eu égard à son âge et à son discernement, son opinion doit être recueillie par le ministère public, le cas échéant par l'intermédiaire des services de police intervenant sur les lieux, et qu'elle doit être dûment prise en considération. La circonstance que cette mesure est prise dans une situation de nécessité urgente ne permet pas de se dispenser du respect de cette garantie constitutionnelle et conventionnelle.

B.28. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.27, les moyens précités ne sont pas fondés sur ce point.

Quant au maintien des effets

B.29. Le Gouvernement de la Communauté française demande à la Cour de maintenir les effets des dispositions attaquées, si « la Cour devait juger que la Communauté française était compétente pour fixer les éléments essentiels de la procédure relative à la prise de décision par le ministère public sur base des articles 37/1 et 52/1 du Code, et que les dispositions en cause étaient insuffisantes à garantir les droits fondamentaux invoqués ».

B.30. Dès lors que l'annulation partielle mentionnée en B.24.4 ne porte pas sur ce point, il n'y a pas lieu d'accueillir cette demande.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule le mot « ouvrable » dans les articles 37/1, § 1er, et 52/1, § 1er, du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 « portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse », tels qu'ils ont été insérés par les articles 3 et 6 du décret de la Communauté française du 23 juin 2022 « modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

2. sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.27, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 23 novembre 2023.

Le greffier,

N. Dupont

Le président,

P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2023/48005]

Uittreksel uit arrest nr. 153/2023 van 23 november 2023

Rolnummer 7846

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 3 en 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2022 « tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » (invoeging van de artikelen 37/1 en 52/1 in het decreet van 18 januari 2018), ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin en M. Plovie, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 augustus 2022 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 augustus 2022, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Fierens, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2022 « tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » (invoeging van de artikelen 37/1 en 52/1 in het decreet van 18 januari 2018), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2022.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderde de verzoekende partij eveneens de schorsing van dezelfde decreetsbepalingen. Bij het arrest nr. 141/2022 van 27 oktober 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.141), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 maart 2023, heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1. De verzoekende partij, daarin ondersteund door de tussenkomende partij, vordert de vernietiging van de artikelen 3 en 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2022 « tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » (hierna : het decreet van 23 juni 2022).

B.2. Het decreet van 23 juni 2022 heeft een dubbel doel :

- enerzijds, voert het een wachtdienst in voor adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en voor directeurs voor jeugdbescherming (artikelen 1 en 5 van het decreet van 23 juni 2022);

- anderzijds, verschaft het een wettelijke basis aan de beslissingen van het openbaar ministerie die ertoe strekken bij dringende noodzakelijkheid een kind buiten zijn leefomgeving te doen huisvesten, wanneer een ernstig gevaar de lichamelijke en psychische integriteit van het kind onmiddellijk en rechtstreeks bedreigt, werkelijk en zulks buiten de openingsuren van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming, of indien de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor jeugdbescherming niet kunnen worden bereikt tijdens die uren (bestreden artikelen 3 en 6 van het decreet van 23 juni 2022).

B.3.1. Het bestreden artikel 3 van het decreet van 23 juni 2022 voegt in het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 « houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » (hierna : het Jeugdwetboek) een artikel 37/1 in.

Artikel 37/1 van het Jeugdwetboek bepaalt :

« § 1. Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer een ernstig gevaar thans de lichamelijke en psychische integriteit van het kind rechtstreeks en buiten de openingsuren van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd [bedreigt] of als de adviseur niet kan worden bereikt tijdens de betrokken uren, kan het Openbaar Ministerie de maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2° nemen. De maatregel eindigt uiterlijk aan het einde van de eerste werkdag volgend op het ogenblik waarop de maatregel genomen is.

§ 2. De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen met betrekking tot de maatregel bedoeld in paragraaf 1 genomen door het Openbaar Ministerie en die hem voorgelegd werden door de personen bedoeld in artikel 36, eerste lid ».

B.3.2. Het bestreden artikel 6 van het decreet van 23 juni 2022 voegt in het Jeugdwetboek een artikel 52/1 in.

Artikel 52/1 van het Jeugdwetboek bepaalt :

« § 1. Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer een ernstig gevaar thans de lichamelijke en psychische integriteit van het kind rechtstreeks en buiten de openingsuren van de diensten voor jeugdbescherming bedreigt of als de directeur niet kan worden bereikt tijdens de betrokken uren, kan het Openbaar Ministerie de maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2° nemen. De maatregel eindigt uiterlijk aan het einde van de eerste werkdag volgend op het ogenblik waarop de maatregel genomen is.

§ 2. De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen met betrekking tot de maatregel bedoeld in paragraaf 1 genomen door het Openbaar Ministerie en die hem voorgelegd werden door de personen bedoeld in artikel 54, eerste lid ».

B.3.3.1. Bij de « maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2° » van het Jeugdwetboek, waarnaar de bij de bestreden bepalingen ingevoegde artikelen 37/1 en 52/1 van het Wetboek verwijzen, wordt de beslissing beoogd « in uitzonderlijke omstandigheden [...] dat het kind [tijdelijk] buiten zijn leefomgeving zal worden gehuisvest met het oog op zijn opvoeding of [...] zijn behandeling ».

B.3.3.2. Dankzij de artikelen 37/1 en 52/1 van het Jeugdwetboek, zoals zij werden ingevoegd bij de bestreden bepalingen, kan het openbaar ministerie bijgevolg een kind laten huisvesten buiten zijn leefomgeving, wanneer drie voorwaarden zijn vervuld.

Er dient sprake te zijn van (i) een dringende noodzakelijkheid; (ii) de lichamelijke en psychische integriteit van het kind moet rechtstreeks en op het ogenblik zelf worden blootgesteld aan een ernstig gevaar, en (iii) de situatie moet zich voordoen buiten de openingsuren van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming, of wanneer de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor jeugdbescherming niet bereikbaar is.

B.3.4. Een beroep tegen die maatregel kan bij de jeugdrechtbank worden ingesteld door de « personen bedoeld in artikel 36, eerste lid » en door de « personen bedoeld in artikel 54, eerste lid » van het Jeugdwetboek. Het gaat om (1) de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen, (2) de personen die het kind in rechte of in feite huisvesten, (3) de personen die het recht hebben persoonlijk contact met het kind te onderhouden, (4) het kind dat ten minste veertien jaar oud is, (5) het kind dat ten minste twaalf jaar oud is, bijgestaan door een advocaat die, in voorkomend geval, van ambtswege wordt aangesteld op aanvraag van de adviseur, en (6) het kind dat minder dan twaalf jaar oud is of zijn *ad hoc*-voogd indien de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen, de personen die het kind in rechte of in feite huisvesten of de personen die het recht hebben persoonlijk contact met het kind te onderhouden, de zaak niet aan de rechtbank voorleggen.

B.3.5. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Een nieuw artikel 37/1 wordt ingevoegd teneinde de pretoriaanse maatregel te legaliseren. Een terugkerende praktijk van het openbaar ministerie inzake hulpverlening aan de jeugd bestaat erin in bepaalde omstandigheden een maatregel te nemen van huisvesting buiten de leefomgeving voor een periode van zeer korte duur, wanneer verondersteld wordt dat het kind onmiddellijk en rechtstreeks is blootgesteld aan een ernstig gevaar, en dat in afwachting van het optreden van de adviseur.

Die praktijk is zeer frequent in sommige gerechtelijke arrondissementen, 's avonds, op feestdagen en in weekends, waarbij de adviseur over het algemeen het beheer van de situatie opnieuw opneemt vanaf de eerstvolgende werkdag. Daardoor kan in bepaalde situaties verschijning voor de jeugdrechtbank worden vermeden en kunnen die situaties beheerd blijven in het kader van de vrijwillige hulpverlening.

Het legaliseren van de pretoriaanse maatregel krijgt zijn volle betekenis in het kader van de wachtdienst van de adviseurs en directeurs. De aan het openbaar ministerie officieel geboden mogelijkheid om voor een kind een verwijderingsmaatregel te nemen voor een zeer beperkte periode die zich uitstrekt over het weekend en de eerstvolgende werkdag, laat de adviseur immers de gelegenheid om de situatie op de voet te volgen binnen de grenzen van de vrijwillige hulpverlening » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/1, p. 8).

B.4.1. De wachtdienst van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en van de directeurs voor jeugdbescherming wordt gecoördineerd per zone en wordt georganiseerd volgens de door de Regering vastgelegde nadere regels.

B.4.2. De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd is een administratieve overheid die onder het hiërarchische gezag van de leidende ambtenaar van de bevoegde administratie van de Franse Gemeenschap staat. Hij of zij leidt de dienst voor hulpverlening aan de jeugd en moet zijn of haar bevoegdheden inzake individuele hulpverlening in volle onafhankelijkheid uitoefenen. Er is een adviseur in elke afdeling van de rechtbank van eerste aanleg of in elk gerechtelijk arrondissement dat niet uit afdelingen bestaat (artikelen 2, 5°, 8°, 12° en 17°, 16 en 17 van het Jeugdwetboek).

De directeur voor jeugdbescherming is een administratieve overheid, die onder het hiërarchische gezag van de leidende ambtenaar van de bevoegde administratie van de Franse Gemeenschap staat. Er is een directeur in elke afdeling van de rechtbank van eerste aanleg of in elk gerechtelijk arrondissement dat niet uit afdelingen is samengesteld, om de dienst voor jeugdbescherming te leiden. Hij of zij dient zijn of haar bevoegdheden inzake individuele bescherming in volle onafhankelijkheid uit te oefenen (artikelen 2, 5°, 10°, 12° en 17°, 18 en 19 van het Jeugdwetboek).

B.4.3. Tijdens de wachtdienst bestaat de opdracht van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en van de directeur voor jeugdbescherming erin het openbaar ministerie te informeren over het feit of het al dan niet opportuun is om met spoed over te gaan tot verwijdering van het betrokken kind uit de leefomgeving,

- wanneer het openbaar ministerie overweegt de artikelen 37 of 37/1 van het Jeugdwetboek toe te passen in het kader van de hulpverlening aan de jeugd (artikel 35, § 5, van het Jeugdwetboek, zoals het is aangevuld bij artikel 1 van het decreet van 23 juni 2022); of

- wanneer het openbaar ministerie van plan is de artikelen 52 en 52/1 van hetzelfde Wetboek toe te passen in het kader van de jeugdbescherming (artikel 53, § 6, van het Jeugdwetboek, zoals het is ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 23 juni 2022).

B.4.4.1. Zoals het is gewijzigd bij artikel 2 van het decreet van 23 juni 2022, bepaalt artikel 37 van het Jeugdwetboek, waarnaar wordt verwezen :

« § 1. Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer een ernstig gevaar thans de lichamelijke en psychische integriteit van het kind reeds bedreigt, kan de jeugdrechtbank, zonder de toestemming van de bij artikel 23 bedoelde personen, voorlopig, voor een periode die niet langer dan dertig dagen mag zijn, de in artikel 51, eerste lid, 2° bedoelde maatregel nemen.

Wanneer een zaak niet gevraagd wordt door de adviseur, vergewist het openbaar ministerie zich vooraf bij deze van het gebrek aan toestemming van de in artikel 23 bedoelde personen of van de onmogelijkheid om die toestemming te verkrijgen.

De beslissing van de rechtbank wordt onmiddellijk aan de directeur meegedeeld, om overeenkomstig artikel 53 te worden uitgevoerd.

De beslissing van de rechtbank bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de voorlopige maatregel die van toepassing zijn totdat de directeur, in voorkomend geval, andere nadere uitvoeringsregels neemt of in samenspraak met de in artikel 23 bedoelde personen een andere maatregel neemt, overeenkomstig artikel 53, § 5.

§ 2. Het openbaar ministerie kan de zaak bij de rechtbank uitzonderlijk rechtstreeks aanhangig maken wanneer het aantoonbaar is dat de adviseur niet kon worden bereikt en dat het in het belang van het kind niet mogelijk is om de organisatie en de uitvoering van de vrijwillige hulpverlening af te wachten.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid waarin de adviseur niet kon worden bereikt en in de gevallen waarin de adviseur die voor de wachtdienst bedoeld in artikel 35, § 5, tweede lid, zorgt, niet op de hoogte is van de situatie, wordt de beslissing van de rechtbank onmiddellijk meegedeeld aan de adviseur die in deze gevallen de opdrachten uitoefent die verband houden met de uitvoering van een voorlopige maatregel bedoeld in artikel 53, §§ 1, 2, 3 en 5, en probeert de toestemming van de personen bedoeld in artikel 23 te verkrijgen wat betreft de maatregel of maatregelen die door de rechtbank worden genomen en betreffende hun wijziging.

§ 3. Overeenkomstig artikel 53, § 5, derde lid, kan de voorlopige maatregel één keer worden verlengd met een periode van hoogstens vijfenveertig dagen ».

B.4.4.2. Zoals het is gewijzigd bij artikel 4 van het decreet van 23 juni 2022, bepaalt artikel 52 van het Jeugdwetboek :

« Bij dringende noodzakelijkheid, wanneer de lichamelijke of geestelijke gezondheid van het kind thans rechtstreeks wordt bedreigd door een ernstig gevaar, en als er geen toestemming is van de in artikel 23 bedoelde personen, kan de jeugdrechtbank tijdelijk, voor niet meer dan dertig dagen, de maatregel bedoeld in artikel 51, eerste lid, 2° nemen.

Wanneer een zaak die bij de rechtbank aanhangig wordt gemaakt niet door de directeur wordt gevraagd, vergewist het openbaar ministerie zich bij deze ervan dat de in artikel 23 bedoelde personen hun toestemming niet hebben verleend of dat het onmogelijk was om die toestemming te krijgen.

Het openbaar ministerie kan een zaak uitzonderlijk bij de rechtbank aanhangig maken, wanneer het aantoonbaar is dat de directeur niet kon worden bereikt en dat het in het belang van het kind niet mogelijk was om het optreden van de directeur af te wachten.

De beslissing van de jeugdrechtbank wordt onmiddellijk aan de directeur overgezonden om overeenkomstig artikel 53 te worden uitgevoerd.

De beslissing van de rechtbank bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de voorlopige maatregel die van toepassing zijn totdat de directeur, in voorkomend geval, andere uitvoeringsregels vaststelt of samen met de in artikel 23 bedoelde personen een andere maatregel neemt, overeenkomstig artikel 53, § 5.

Overeenkomstig artikel 53, § 5, derde lid, kan de voorlopige maatregel één keer worden verlengd met een periode van hoogstens vijfenveertig dagen ».

B.4.4.3. De in artikel 23 van het Jeugdwetboek bedoelde personen, naar wie wordt verwezen, zijn het kind dat ten minste veertien jaar oud is, het kind dat ten minste twaalf jaar oud is, bijgestaan door een van ambtswege aangestelde advocaat, in voorkomend geval, op aanvraag van de adviseur, en de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen.

B.4.5. In verband met de wachtdienst wordt in de parlementaire voorbereiding vermeld :

« Een proefproject van wachtdienst van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en van de directeurs voor jeugdbescherming is van 4 oktober 2019 tot 31 mei 2020 in de gerechtelijke arrondissementen Luik en Luxemburg uitgetoet. Het toen toegepaste mechanisme wordt beschreven in de omzendbrief van 1 augustus 2019 over het experimenteren met een systeem van wachtdienst van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en van de directeurs voor jeugdbescherming, geüpdatet op 23 september 2019.

Dat proefproject heeft bevestigd dat het opportuun was een systeem van wachtdienst uit te breiden tot alle gerechtelijke arrondissementen, waarbij eenieder de meerwaarde ervan kon erkennen, zowel in de rangen van de opdrachtgevers van de hulpverlening aan de jeugd en van de jeugdbescherming, als in die van het openbaar ministerie. Dat project heeft het immers mogelijk gemaakt de aflossingen tussen de adviseurs en directeurs en de leden van het parket te versterken, en tegelijkertijd de erkenning van de wederzijdse bevoegdheden te bevorderen. Insgelijks heeft het ingevoerde systeem in bepaalde gevallen het mogelijk gemaakt de noodsituaties te zien aankomen, waarbij de verschillende opdrachtgevers de adviseur of de directeur met wachtdienst verwittigen welke dossiers een verhoogd risico op verslechtering tijdens het weekend vertonen. Dankzij een dergelijke anticipatie kan de opdrachtgever met wachtdienst over de nuttige elementen beschikken wanneer de noodsituatie zich voordoet.

Het proefproject heeft aangetoond dat het optreden van de opdrachtgevers van de Gemeenschap en dat van het openbaar ministerie beter op elkaar dienden te worden afgestemd. Aangezien dat laatste de eerste interveniënt is bij een crisissituatie en een situatie van gevaar, is de pretoriaanse maatregel immers een essentieel element van de wachtdienstregeling gebleken.

[...]

[...] voor de langere periodes van de weekends of de feestdagen tijdens welke de opdrachtgever van de Gemeenschap niet kan worden bereikt, is het verstandig gebleken dat het openbaar ministerie kan steunen op de psychosociale expertise en de bijzondere competenties die aan de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en aan de directeurs voor jeugdbescherming worden toegekend. Bijgevolg voorziet het wachtdienstsysteem zoals het is uitgedacht in een nauwe samenwerking tussen het openbaar ministerie en de opdrachtgevers van de hulpverlening aan de jeugd en van de jeugdbescherming opdat de beste oplossing kan worden gevonden bij een noodgeval.

[...]

Bij het wachtdienstsysteem zoals het is uitgedacht wordt aldus gezocht naar een evenwicht : het systeem consolideert gedurende de periodes van sluiting van de diensten van de Franse Gemeenschap het in het decreet van 18 januari 2018 verankerde beginsel van dejudicialisering, en tegelijkertijd waarborgt het het openbaar ministerie een substantiële hulp bij de besluitvorming via het doorgeven van informatie, beoordelingsmomenten en richtsnoeren. Daarenboven heeft het proefproject inzake wachtdienst getoond dat het systeem het mogelijk maakt saisines van de jeugdrechter te vermijden, hetgeen op middellange of langere termijn een vermindering mogelijk maakt van het aantal procedures die door het openbaar ministerie moeten worden gevolgd » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/1, pp. 3-5).

In de commissie heeft de minister gepreciseerd :

« Het model van wachtdienst stelt tijdens de weekends en de feestdagen alsook op vrijdagavond telefonische permanenties van de opdrachtgevers van de Gemeenschap in. De opdrachtgevers kunnen worden gecontacteerd door de procureurs. Meer dan eenvoudige uitwisselingsmomenten gaat het werkelijk erom het vervolg te organiseren van de tenlasteneming van de betrokken situatie.

Dat model biedt de onderhandelde hulpverlening de mogelijkheid haar rol ten volle te vervullen en de gerechtigden de competenties te bieden van de opdrachtgevers, die gewend zijn om met jongeren in gevaar te werken. Het opzetten van een snelle overname door de opdrachtgevers waarborgt ook dat de jongeren en de gezinnen het voordeel van een onmiddellijke tenlasteneming genieten.

De invoering van dat model van wachtdiensten is een essentiële etappe in de inwerkingstelling van een vollediger systeem van wachtdiensten dat idealiter de organisatie van een fysiek model van opdrachtgevers, vergezeld van leden van de sociale en administratieve afdelingen, zou moeten beogen. Een dergelijk model vereist evenwel aanzienlijke budgettaire en menselijke middelen » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/2, pp. 4-5).

Ten gronde

Wat betreft het eerste middel

B.5. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 13 van de Grondwet doordat de bestreden bepalingen het openbaar ministerie de bevoegdheid geven om een kind tijdelijk buiten zijn leefomgeving te plaatsen wanneer de toepassingsvoorwaarden van die bepalingen zijn vervuld.

Volgens de verzoekende partij en de tussenkomende partij vormt een maatregel tot plaatsing van een kind een ernstige inmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven van het kind en van zijn gezin, waartoe slechts kan worden besloten door een rechter, in het kader van een procedure die minstens het verhoor van de betrokkenen waarborgt. De bestreden bepalingen zouden tot gevolg hebben rechtzoekenden tegen hun wil te onttrekken aan de rechter die de wet hun toekent.

B.6.1. Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht in op toegang tot de bevoegde rechter, dat in een rechtsstaat een fundamenteel recht is.

Het recht op toegang tot een rechter vormt een element dat inherent is aan het recht op een eerlijk proces dat is vastgelegd bij artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (EHRM, 21 februari 1975, *Golder t. Verenigd Koninkrijk*, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170, § 36; grote kamer, 15 maart 2022, *Grzęda t. Polen*, ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218, § 342).

De draagwijdte van die verdragsbepaling is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de in die beide bepalingen geboden waarborgen een onlosmakelijk geheel vormen.

B.6.2. De verwezenlijking van het recht op toegang tot een rechter impliceert een daadwerkelijke rechterlijke tussenkomst (EHRM, grote kamer, 15 maart 2018, *Nait-Liman t. Zwitserland*, ECLI:CE:ECHR:2018:0315JUD005135707, §§ 112 en 113).

B.6.3. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partij en de tussenkomende partij aanvoeren, impliceert het recht op toegang tot een rechter echter niet dat elke zelfs aanzienlijke maatregel die het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven beperkt, door een onafhankelijke en onpartijdige rechter dient te worden genomen.

Ook al kan het voorafgaande optreden van een onafhankelijke en onpartijdige rechter om een dergelijke maatregel aan te nemen waarborg vormen voor de naleving van andere grondrechten, zoals het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven of het recht op eerbiediging van de woning, toch vloeit zulks niet voort uit het recht op toegang tot een rechter.

B.7. In zoverre het eerste middel, dat in essentie is afgeleid uit de schending van artikel 13 van de Grondwet, uitsluitend steunt op de kritiek dat de bestreden bepalingen, bij dringende noodzakelijkheid, de bevoegdheid om een kind dat ernstig gevaar loopt tijdelijk buiten zijn leefomgeving te plaatsen toevertrouwen aan het openbaar ministerie, en niet aan de jeugdrechtbank, is het niet gegrond.

Wat betreft het tweede, derde, vierde, vijfde en zesde middel

B.8. De grieven die door de verzoekende partij en de tussenkomende partij worden opgeworpen in het tweede, derde, vierde, vijfde en zesde middel, zijn nauw met elkaar verbonden, zodat het Hof ze samen onderzoekt.

B.9.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

De verzoekende partij en de tussenkomende partij voeren aan dat het verschil in behandeling tussen, enerzijds, de kinderen die door het openbaar ministerie buiten hun leefomgeving worden geplaatst op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek en de gezinnen van die kinderen en, anderzijds, de kinderen die door een rechter, te dezen de jeugdrechtsbank, worden geplaatst en de gezinnen van die kinderen, niet redelijk verantwoord is omdat het louter voortkomt uit de werking van de administratie op het ogenblik dat de beslissing om het kind te plaatsen wordt genomen.

B.9.2. Het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 22bis, tweede lid, van de Grondwet, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 9, lid 2, en 12 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, met het algemeen rechtsbeginsel van tegenspraak en van de rechten van de verdediging, en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

De verzoekende partij en de tussenkomende partij voeren aan dat het algemeen rechtsbeginsel van tegenspraak niet gewaarborgd is doordat er geen hoorzitting is voor het kind dat op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek door het openbaar ministerie wordt geplaatst, wanneer het kind de vereiste leeftijd en maturiteit heeft (eerste onderdeel), en doordat geen enkele andere waarborg van een eerlijk proces in acht wordt genomen (tweede onderdeel).

B.9.3. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 144 van de Grondwet.

De verzoekende partij en de tussenkomende partij doen gelden dat er, bij plaatsing van een kind op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek zonder het akkoord van het kind of van zijn gezin, een geschil is betreffende burgerlijke rechten waarover een rechtbank een beslissing moet nemen.

B.9.4. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre het beroep dat kan worden uitgeoefend tegen de maatregel tot plaatsing van een kind die op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek door het openbaar ministerie is genomen, niet doeltreffend is.

B.9.5. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 17 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met de artikelen 7 en 9 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

De verzoekende partij en de tussenkomende partij voeren aan dat de beslissing van het openbaar ministerie om een kind te plaatsen op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek een onverantwoorde en onevenredige inmenging vormt in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven.

B.10.1. Om te beginnen bevat het verzoekschrift, in het tweede middel, geen uiteenzetting waaruit zou blijken in welk opzicht artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, afzonderlijk gelezen, geschonden zou zijn.

Het middel is bijgevolg, in zoverre het uit de schending van die verdragsbepaling is afgeleid, niet ontvankelijk.

B.10.2.1. Vervolgens voeren de verzoekende partij en de tussenkomende partij in het derde middel aan dat de waarborgen die zijn voorgeschreven bij artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens niet in acht zijn genomen. De bestreden bepalingen zouden in het bijzonder het algemeen rechtsbeginsel van tegenspraak, de toegang tot het dossier, het optreden van een advocaat, de verplichting om de beslissing te motiveren, het recht van de partijen of van het kind om te concluderen, en de kennisgeving van de beslissing tot plaatsing en van de rechtsmiddelen niet waarborgen.

B.10.2.2. De waarborgen vervat in artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zijn echter niet van toepassing op het openbaar ministerie wanneer het beslist om een kind te plaatsen op grond van de bestreden bepalingen, omdat het, doordat het niet beschikt over een jurisdictionele bevoegdheid, geen « rechterlijke instantie » in de zin van die bepaling vormt (EHRM, 1 december 2020, *Guðmundur andri Ástráðsson t. IJsland*, grote kamer, ECLI:CE:ECHR:2020:1201JUD002637418, § 219).

B.10.2.3. Het derde middel is bijgevolg niet gegrond in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.10.2.4. Het algemeen rechtsbeginsel van de rechten van de verdediging, waarvan het beginsel van tegenspraak en het recht van verdediging deel uitmaken, geldt voor alle rechtscolleges en voor een administratieve overheid wanneer zij sancties of straffen wil opleggen.

Het openbaar ministerie is noch een rechtscollege, noch een administratieve overheid die sancties of straffen wil opleggen. Het algemeen beginsel van de rechten van de verdediging geldt dus niet voor het openbaar ministerie wanneer het een maatregel tot plaatsing van een kind neemt op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek.

Het derde middel is dus niet gegrond in zoverre het is afgeleid uit de schending van het algemeen rechtsbeginsel van tegenspraak en van de rechten van de verdediging.

B.10.2.5. Het derde middel dient wel te worden onderzocht in zoverre het is afgeleid uit de schending van de grondwets- en verdragsbepalingen die het recht van het kind om te worden gehoord gezien zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen, vastleggen.

B.10.3. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit de uiteenzetting van het in het verzoekschrift vervatte middel kan worden afgeleid dat de verzoekende partij kritiek uitoefent op het ontbreken van een daadwerkelijk rechtsmiddel waarmee men zich kan beroepen op een schending van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, dat met name wordt gewaarborgd bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Aangezien de schending van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens wordt aangevoerd in het zesde middel, en rekening houdend met het feit dat het Hof het vijfde en het zesde middel samen onderzoekt, is het vijfde middel ontvankelijk.

B.11. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.12.1. Volgens artikel 22bis, tweede lid, van de Grondwet heeft elk kind het recht zijn mening te uiten « in alle aangelegenheden die het aangaan », en « [wordt] met die mening [...] rekening gehouden in overeenstemming met zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen ».

Volgens artikel 12, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind dienen de Staten die partij zijn bij dat Verdrag het kind dat in staat is zijn eigen mening te vormen het recht te verzekeren die mening vrijelijk te uiten « in alle aangelegenheden die het kind betreffen ». Volgens lid 2 van die bepaling moet het kind in de gelegenheid worden gesteld om te worden gehoord « in iedere gerechtelijke en bestuurlijke procedure die het kind betreft ».

B.12.2. In zoverre artikel 12 van het Verdrag inzake de rechten van het kind aan kinderen het recht verleent hun eigen mening te uiten in alle hen betreffende aangelegenheden, heeft het een draagwijdte die analoog is aan die van artikel 22*bis*, tweede lid, van de Grondwet, zodat die twee bepalingen een onlosmakelijk geheel vormen.

B.12.3. Artikel 9 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 1. De Staten die partij zijn, waarborgen dat een kind niet wordt gescheiden van zijn of haar ouders tegen hun wil, tenzij de bevoegde autoriteiten onder voorbehoud van de mogelijkheid van rechterlijke toetsing, in overeenstemming met het toepasselijk recht en de toepasselijke procedures, beslissen dat deze scheiding noodzakelijk is in het belang van het kind. Een dergelijke beslissing kan noodzakelijk zijn in een bepaald geval, zoals wanneer er sprake is van misbruik of verwaarlozing van het kind door de ouders, of wanneer de ouders gescheiden leven en er een beslissing moet worden genomen ten aanzien van de verblijfplaats van het kind.

2. In procedures ingevolge het eerste lid van dit artikel dienen alle betrokken partijen de gelegenheid te krijgen aan de procedures deel te nemen en hun standpunten naar voren te brengen.

3. De Staten die partij zijn, eerbiedigen het recht van het kind dat van een ouder of beide ouders is gescheiden, op regelmatige basis persoonlijke betrekkingen en rechtstreeks contact met beide ouders te onderhouden, tenzij dit in strijd is met het belang van het kind.

[...] ».

B.12.4. In zoverre artikel 9, lid 2, van hetzelfde Verdrag moet worden begrepen in die zin dat het de kinderen, indien zij de vereiste leeftijd en maturiteit hebben, onder meer de gelegenheid biedt aan de procedures deel te nemen en hun standpunten naar voren te brengen wanneer zij tegen de wil van hun ouders van hen worden gescheiden, heeft die bepaling eveneens een draagwijdte die analoog is aan die van artikel 22*bis*, tweede lid, van de Grondwet, waarmee zij een onlosmakelijk geheel vormt.

B.13. Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgt het bestaan van een internrechtelijk rechtsmiddel waarmee men zich kan beroepen op de rechten en vrijheden die in het Europees Verdrag voor de rechten van de mens zijn vastgelegd. Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens heeft dus geen onafhankelijk bestaan (EHRM, 7 juli 2009, *Zavoloka t. Letland*, ECLI:CE:ECHR:2009:0707JUD005844700, § 35).

Om doeltreffend te zijn, moet een rechtsmiddel rechtstreeks een oplossing kunnen bieden voor de bekritiseerde situatie (Comm. Eur. D.H., beslissing, *Pine Valley Developments Ltd en anderen t. Ierland*, 1989). De draagwijdte van de toetsing moet dus ruim genoeg zijn en de bevoegde autoriteiten moeten de grief die is afgeleid uit de schending van een grondrecht dat is gewaarborgd bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, ten gronde onderzoeken (EHRM, 8 juli 2003, *Hatton en anderen t. Verenigd Koninkrijk*, ECLI:CE:ECHR:2003:0708JUD003602297, § 141). Om doeltreffend te zijn, moeten rechtsmiddelen passend zijn en toegankelijk voor de betrokkene (EHRM, 11 juni 2009, *Petkov en anderen t. Bulgarije*, ECLI:CE:ECHR:2009:0611JUD007756801, § 82; EHRM, beslissing, 27 maart 2003 en 22 mei 2003, *Paulino Tomás t. Portugal*, ECLI:CE:ECHR:2003:0327DEC005869800).

B.14.1. Artikel 144 van de Grondwet bepaalt :

« Geschillen over burgerlijke rechten behoren bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de rechtbanken.

De wet kan echter, volgens de door haar bepaalde nadere regels, de Raad van State of de federale administratieve rechtscolleges machtigen om te beslissen over de burgerrechtelijke gevolgen van hun beslissingen ».

Bij die grondwetsbepaling wordt de bevoegdheid om kennis te nemen van geschillen over een burgerlijk recht exclusief toevertrouwd aan de gewone rechtscolleges, onder voorbehoud dat de wet aan de Raad van State of de federale administratieve rechtscolleges de bevoegdheid kan toewijzen om te beslissen over de burgerrechtelijke gevolgen van hun beslissingen.

B.14.2. Een categorie van personen die waarborg ontzeggen, zou erop neerkomen dat een verschil in behandeling wordt ingevoerd dat niet bestaanbaar is met artikel 144 van de Grondwet en dat bijgevolg niet bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.15.1. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.15.2. De Grondwetgever heeft gestreefd naar een zo groot mogelijke concordantie tussen artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2).

De draagwijdte van dat artikel 8 is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.15.3. Artikel 17 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt :

« 1. Niemand mag worden onderworpen aan willekeurige of onwettige inmenging in zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling, noch aan onwettige aantasting van zijn eer en goede naam.

2. Een ieder heeft recht op bescherming door de wet tegen zodanige inmenging of aantasting ».

B.15.4. Volgens artikel 7 van het Verdrag inzake de rechten van het kind heeft een kind, onder meer, « voor zover mogelijk, het recht zijn of haar ouders te kennen en door hen te worden verzorgd ».

B.15.5. Voor een ouder en zijn kind vormt het samenzijn een fundamenteel element van het gezinsleven en vormen de maatregelen die dat samenzijn belemmeren een inmenging in het recht op eerbiediging van het gezinsleven (EHRM, grote kamer, 10 september 2019, *Strand Lobben en anderen t. Noorwegen*, ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, § 202).

Het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven dat bij de voormelde grondwets- en verdragsbepalingen wordt gewaarborgd, sluit een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het gezinsleven niet uit, maar vereist dat zij wordt toegestaan door een voldoende precieze wettelijke bepaling, dat zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en dat zij evenredig is met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling.

In de zaken over de plaatsing van een kind door een overheidsinstantie, moet het belang van het kind de voorrang krijgen boven alle andere overwegingen. Het hogere belang van het kind kan primeren op dat van de ouders (EHRM, grote kamer, 10 september 2019, *Strand Lobben en anderen t. Noorwegen* (ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, §§ 206 en 207). Tegelijkertijd vormt het streven naar de eenheid van een gezin en naar gezinshereniging in geval van scheiding een overweging die inherent is aan het recht op eerbiediging van het gezinsleven.

Bijgevolg

(1) kunnen alleen zeer uitzonderlijke omstandigheden in principe leiden tot een verbreking van de gezinsband (EHRM, grote kamer, 10 september 2019, *Strand Lobben en anderen t. Noorwegen*);

(2) mag een kind niet worden gescheiden van zijn of haar ouders tegen hun wil, tenzij de bevoegde autoriteiten, onder voorbehoud van de mogelijkheid van rechterlijke toetsing, beslissen dat die scheiding noodzakelijk is in het belang van het kind. Het komt de lidstaten toe praktische en effectieve procedurele waarborgen in te voeren zodat kan worden toegezien op de bescherming en de tenuitvoerlegging van het hoger belang van het kind (*ibid.*, § 207);

(3) impliceert artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, ten laste van elke overheid die een tenlasteneming van het kind zou bevelen waardoor het gezinsleven wordt beperkt, een positieve verplichting om maatregelen te nemen teneinde de gezinshereniging te vergemakkelijken zodra dat echt mogelijk zal zijn (*ibid.*, § 205). Die positieve verplichting wordt aan de bevoegde autoriteiten opgelegd vanaf het begin van de periode van tenlasteneming en met steeds meer aandrang, maar moet steeds worden afgewogen tegen de plicht om het hoger belang van het kind in overweging te nemen (*ibid.*, § 208).

B.16. Volgens de Franse Gemeenschapsregering is het in het tweede middel aangeklaagde verschil in behandeling, namelijk het verschil tussen de kinderen die door het openbaar ministerie worden geplaatst op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek en de kinderen die door de jeugdrechtbank worden geplaatst op grond van de artikelen 37 of 52 van het Jeugdwetboek, onbestaande omdat het openbaar ministerie, zelfs buiten de openingsuren van de diensten voor hulpverlening en jeugdbescherming, steeds kan beslissen de zaak aanhangig te maken bij de jeugdrechtbank op grond van de artikelen 37 of 52 van het Jeugdwetboek, opdat die laatste zou overgaan tot plaatsing van het kind.

Het feit dat het openbaar ministerie de mogelijkheid behoudt om de zaak aanhangig te maken bij de jeugdrechtbank op grond van de artikelen 37 of 52 van het Jeugdwetboek opdat die laatste zou beslissen over de plaatsing van het kind, doet echter geen afbreuk aan de bij de bestreden bepalingen aan het openbaar ministerie verleende bevoegdheid om een kind te plaatsen op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek, zodat het aangeklaagde verschil in behandeling wel degelijk bestaat.

B.17.1. Het Hof dient na te gaan of dat verschil in behandeling objectief en redelijk verantwoord is.

B.17.2. Elke maatregel tot plaatsing van een kind buiten zijn leefomgeving vormt een ernstige inbreuk op het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven van het kind en zijn gezin.

Hoewel hij geacht wordt van korte duur te zijn, vormt de maatregel tot plaatsing van een kind waartoe het openbaar ministerie beslist op grond van de artikelen 37/1 en 52/1 van het Jeugdwetboek, eveneens een ernstige inmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven van de personen op wie de maatregel betrekking heeft, maatregel die de in B.15.5 vermelde waarborgen in acht moet nemen.

B.18.1. Met het decreet van 23 juni 2022 streeft de decreetgever in de eerste plaats naar een dejudicialisering van de hulpverlening en jeugdbescherming buiten de openingsuren van de bevoegde administratieve diensten of wanneer die niet toegankelijk zijn (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/1, pp. 1, 3, 5 en 6).

Het beginsel van dejudicialisering, dat het beleid inzake hulpverlening en jeugdbescherming in de Franse Gemeenschap beheerst, is verankerd in artikel 1, 7°, van het Jeugdwetboek, dat bepaalt dat « hulpverlening en bescherming worden georganiseerd in het kader van dejudicialisering en subsidiariteit van verplichte hulpverlening tegenover vrijwillige hulpverlening ».

Zoals de Franse Gemeenschap het voorstaat, dient het beginsel van dejudicialisering van de hulpverlening en jeugdbescherming, in combinatie met een beginsel van subsidiariteit van verplichte hulpverlening tegenover vrijwillige hulpverlening, te worden begrepen als de wil om, indien en voor zover dat mogelijk is, te vermijden dat een zaak bij de jeugdrechtbank aanhangig wordt gemaakt om een situatie te behandelen waarin een kind in moeilijkheden of in gevaar verkeert. Het beginsel van dejudicialisering kan echter niet worden begrepen, zoals de verzoekende partij aanvoert, als de wil om het optreden van het openbaar ministerie, dat een gerechtelijke instantie is, te vermijden.

B.18.2. Ten tweede wil de decreetgever de inachtneming van het beginsel van een gelijke behandeling en niet-discriminatie van kinderen waarborgen naargelang de noodsituatie waarin zij zich bevinden zich binnen of buiten de openingsuren (of toegankelijkheidsuren) van de diensten voor hulpverlening en jeugdbescherming voordoet (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/1, pp. 5-6; *Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/2, pp. 5-6).

B.18.3. De voormelde doelstellingen zijn legitiem. Voor het overige staat het niet aan het Hof te oordelen of de door de decreetgever gemaakte keuzes bij het uitwerken van zijn beleid inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming opportuun en concreet realiseerbaar zijn.

B.19.1. Om die doelstellingen te bereiken, heeft de decreetgever twee maatregelen genomen, zoals in B.2 is vermeld.

Ten eerste heeft hij een wachtdienst opgericht, voor de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd en voor de directeurs voor jeugdbescherming, buiten de openingsuren van de administratieve diensten.

Ten tweede heeft de decreetgever met de bestreden bepalingen een wettelijke basis verschafte aan de bestaande praktijk om een kind buiten zijn leefomgeving te plaatsen op grond van een « pretoriaanse beslissing » die door het openbaar ministerie wordt genomen bij dringende noodzakelijkheid en ernstig gevaar voor het kind.

B.19.2. Het aldus door de decreetgever ontworpen systeem strekt ertoe het mogelijk te maken dat een kind dat in gevaar is buiten zijn leefomgeving wordt geplaatst zonder in dat stadium de zaak voor te leggen aan de jeugdrechtbank, in afwachting van de bereikbaarheid van de diensten voor hulpverlening en jeugdbescherming, opdat die het beheer van het dossier zo snel mogelijk kunnen overnemen om te vermijden dat de zaak in een later stadium aanhangig wordt gemaakt bij de rechtbank.

In het licht van de beoogde dejudicialisering is het dus coherent dat de decreetgever een automatische saisine van de jeugdrechtbank wenst te vermijden wanneer de diensten voor hulpverlening of jeugdbescherming gesloten of niet bereikbaar zijn, aangezien het openbaar ministerie voortaan, in dat geval, zelf kan beslissen tot plaatsing van een kind dat in ernstig gevaar verkeert, bij dringende noodzakelijkheid, en het daartoe de zaak niet langer moet voorleggen aan de jeugdrechter op grond van de artikelen 37 en 52 van het Jeugdwetboek.

Doordat is bepaald dat de door het openbaar ministerie genomen maatregel tot plaatsing van het kind tot aan het einde van de eerstvolgende werkdag duurt, beschikt de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor jeugdbescherming in principe over de mogelijkheid om de situatie van het kind te behandelen vanaf de ochtend van de eerste werkdag, teneinde een akkoord te proberen te bereiken met het gezin. Indien zulk een akkoord met het gezin wordt bereikt, wordt ook in dat stadium een saisine van de jeugdrechtbank vermeden.

B.19.3. De decreetgever wil aldus waarborgen dat alle kinderen die in gevaar verkeren op dezelfde manier worden behandeld, ongeacht of de noodsituatie zich binnen of buiten de openingsuren van de diensten voordoet of wanneer die diensten niet bereikbaar zijn, namelijk door in alle gevallen voorrang te geven aan een dejudicialisering van de noodsituatie.

B.20. De bestreden bepalingen verlenen het openbaar ministerie, dat wil zeggen magistraten zonder rechtsprekende bevoegdheid maar van wie de onafhankelijkheid is gewaarborgd bij artikel 151, § 1, van de Grondwet, een bevoegdheid om onmiddellijk te reageren ten aanzien van een dringende noodsituatie waarin een kind in ernstig gevaar is, teneinde het hoger belang van dat kind te vrijwaren.

Rekening houdend met de behoefte van de overheid om onverwijld te reageren ten aanzien van een dringende noodsituatie waarin een kind in ernstig gevaar is, is de uitdrukkelijke toekenning aan het openbaar ministerie van de bevoegdheid om, in die situatie, een kind tijdelijk buiten zijn leefomgeving te plaatsen een maatregel die als zodanig verantwoord kan zijn.

B.21. De verzoekende partij en de tussenkomenende partij voeren aan dat het openbaar ministerie regelmatig beslist om een kind buiten zijn leefomgeving te plaatsen, zonder dat er sprake is van dringende noodzakelijkheid.

Een « dringende noodzakelijkheid » is evenwel een voorwaarde voor de tenuitvoerlegging van de bevoegdheid van het openbaar ministerie, die bij de bestreden bepalingen is vastgesteld. Indien een kind door het openbaar ministerie wordt geplaatst zonder dat er sprake is van « dringende noodzakelijkheid », gaat het om een bevoegdheidsoverschrijding die voortvloeit uit de uitvoering van de bestreden bepalingen en die aan de toetsing door het Hof ontsnapt.

B.22. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partij en de tussenkomenende partij aanvoeren, kan de decreetgever van oordeel zijn dat, ondanks de wachtdiensten die door de jeugdrechtbanken worden georganiseerd, de bestreden bepalingen niet nutteloos zijn.

De gemeenschappen hebben immers, krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de volheid van bevoegdheid tot het regelen van de jeugdbescherming in de ruimste zin van het woord, behalve voor de uitdrukkelijk erin vermelde uitzonderingen. Bij de uitoefening van die bevoegdheid kan de decreetgever voorrang geven aan de dejudicialisering van een situatie waarin een kind in gevaar is, en kan hij, indien mogelijk, een saisine van de jeugdrechter, dus met inbegrip van de rechter « van wacht », vermijden. Zo is het, bij de uitoefening van diezelfde bevoegdheid, een beleidskeuze om, bij dringende noodzakelijkheid, aan het openbaar ministerie de bevoegdheid te verlenen om een kind dat in ernstig gevaar verkeert buiten zijn leefomgeving te plaatsen, in afwachting van de heropening van de diensten voor hulpverlening en jeugdbescherming, teneinde na te gaan of het mogelijk is vrijwillige hulpverlening te bieden aan dat kind en zijn gezin. Bij die beleidskeuze is de decreetgever evenwel verplicht om de bevoegdheidsverdelende regels en de grondrechten in acht te nemen, hetgeen het Hof dient na te gaan.

B.23.1. Zoals in B.15.5 is vermeld, verplichten de grondwets- en verdragsbepalingen die België binden en die het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven waarborgen, de bevoegde autoriteiten om een einde te maken aan een maatregel tot plaatsing van een kind « zodra dit echt mogelijk zal zijn ».

Bovendien mag de plaatsing van een kind buiten zijn gezin, ook al is zij van korte duur, slechts een uitzonderlijke maatregel zijn die van zo kort mogelijke duur moet zijn.

Dat is des te meer het geval wanneer het kind, zoals te dezen, wordt geplaatst zonder beslissing van een rechter.

In de parlementaire voorbereiding wordt trouwens aangegeven dat de maatregel tot plaatsing van een kind die wordt genomen op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek, « aangezien hij kan worden genomen zonder de instemming van de betrokkenen en zonder de waarborgen die door een rechtbank worden geboden, moet worden begrepen als een voorlopige maatregel waarvan het uitgangspunt is dat hij van zo kort mogelijke duur moet zijn » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/1, pp. 4 en 5).

B.23.2. Artikel 35, § 5, van het Jeugdwetboek, zoals het werd aangevuld bij artikel 1 van het decreet van 23 juni 2022, en artikel 53, § 6, van hetzelfde Wetboek, zoals het werd ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 23 juni 2022, bepalen dat een wachtdienst voor adviseurs en een wachtdienst voor directeurs, gecoördineerd per zone, worden « georganiseerd volgens de door de Regering [vastgestelde] nadere regels ». Die bepalingen omschrijven de opdracht van de adviseur en van de directeur van wacht overigens als het informeren van het openbaar ministerie over de geschiktheid om met spoed over te gaan tot verwijdering van het betrokken kind uit de leefomgeving wanneer het openbaar ministerie van plan is de artikelen 37 of 37/1 dan wel de artikelen 52 of 52/1 toe te passen.

Zoals uit de parlementaire voorbereiding blijkt (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2021-2022, nr. 397/2, pp. 4-5), is die wachtdienst echter beperkt tot een telefonische wachtdienst die operationeel is op vrijdagavond, op feestdagen en tijdens het weekend, doordat de Franse Gemeenschap geen aanzienlijkere budgettaire middelen ervoor kan uittrekken. Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 augustus 2022 « tot uitvoering van de artikelen 35, § 5, tweede lid, en 53, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming » (hierna : het besluit van 25 augustus 2022) bekrachtigt het beperkte karakter van de « aanwezigheidsdienst » door hem te definiëren als « de verplichting voor de adviseur, de adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur, de adjunct-directeur voor jeugdbescherming, om telefonisch bereikbaar en beschikbaar te zijn op vrijdag van 17 tot 22 uur en op zaterdag en zondag van 9 tot 17 uur, alsook op feestdagen van 9 tot 17 uur ».

Het besluit van 25 augustus 2022 legt artikel 35, § 5, en artikel 53, § 6, van het Jeugdwetboek ten uitvoer, door een wachtdienst in te voeren, die niet de hele periode omvat waarin het openbaar ministerie een kind kan plaatsen op grond van de artikelen 37/1 en 52/1 van het Jeugdwetboek.

B.23.3. De grondwettigheidstoets van het Hof betreft enkel wetskrachtige normen.

In dat verband stelt het Hof vast dat, los van de uitvoering ervan door de Franse Gemeenschapsregering, artikel 35, § 5, van het Jeugdwetboek, zoals aangevuld bij artikel 1 van het decreet van 23 juni 2022 en artikel 53, § 6, van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 23 juni 2022, die niet de bestreden bepalingen zijn, de Regering de mogelijkheid bieden om een operationele wachtdienst te organiseren gedurende de hele periode waarin de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming gesloten of niet bereikbaar zijn.

B.24.1. De omstandigheid dat door de decreetgever in het optreden van de opdrachtgevers van de Gemeenschap wordt voorzien voordat de zaak eventueel wordt voorgelegd aan de jeugdrechtbank, om aldus de dejudicialisering van de jeugdbescherming te bevorderen, maar, tegelijk, dat de diensten voor hulpverlening en jeugdbescherming volgens het gebruikelijke uurrooster van de administratie werken en dat de wachtdienst van de opdrachtgevers van de Gemeenschap om budgettaire redenen is beperkt tot een telefonische wachtdienst die enkel op bepaalde tijdstippen operationeel is, verantwoordt bijgevolg niet dat de maatregel tot plaatsing van een kind die door het openbaar ministerie wordt genomen op grond van de artikelen 37/1 of 52/1 van het Jeugdwetboek, duurt tot het einde van de eerste werkdag volgend op het ogenblik waarop de maatregel is genomen.

B.24.2. Rekening houdend met (i) de ernst van de aantasting van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven die hij impliceert, (ii) het feit dat hij niet wordt genomen door een onafhankelijke en onpartijdige rechtbank aan het einde van een procedure waarbij de eerbiediging van de vereisten van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens wordt gewaarborgd, hetgeen een uitzondering vormt op het beginsel uitgedrukt in artikel 1, 9°, van het Jeugdwetboek, volgens hetwelk « elke beschermingsmaatregel ten aanzien van een kind in gevaar [...] door de Franse Gemeenschap in het kader van een gerechtelijke beslissing [wordt] uitgevoerd », (iii) het feit dat hij kan worden opgelegd zonder dat wordt gewaarborgd dat de zaak op een later tijdstip aan een rechtbank wordt voorgelegd,

(iv) en, vooral, met het feit dat hij is opgevat als een zeer voorlopige maatregel die een onmiddellijke reactie van de autoriteiten mogelijk maakt ten aanzien van een situatie van dringende noodzakelijkheid, om het hogere belang van het kind te vrijwaren, heeft een maatregel tot plaatsing van een kind die door het openbaar ministerie wordt genomen op grond van de artikelen 37/1 en 52/1 van het Jeugdwetboek onevenredige gevolgen voor de situatie van de geplaatste kinderen en hun gezinnen wanneer hij langer duurt dan tot het einde van de eerste dag volgend op die waarop de maatregel is genomen.

B.24.3. Het tweede, derde, vierde, vijfde en zesde middel zijn in die mate gegrond.

B.24.4. In de artikelen 37/1, § 1 en 52/1, § 1, van het Jeugdwetboek, zoals ingevoegd bij de bestreden bepalingen, dient telkens het woorddeel « werk » te worden vernietigd, zodat de door het openbaar ministerie genomen plaatsingsmaatregel ten laatste afloopt op het einde van de dag die volgt op die waarop de maatregel werd genomen.

B.25.1. Indien de decreetgever beslist om het beoogde systeem te behouden, dient hij zich bijgevolg ervan te vergewissen dat de beschikking tot verwijdering van een kind uit zijn leefomgeving niet langer uitwerking heeft dan tot het einde van de eerste dag volgend op die waarop de maatregel is genomen. Uiterlijk na afloop van die termijn moeten, naar gelang van het geval, de diensten voor hulpverlening aan de jeugd of de diensten voor jeugdbescherming gecontacteerd zijn en in staat gesteld zijn om hun opdracht uit te oefenen, hetzij in het kader van hulpverlening met instemming, hetzij in het kader van verplichte hulpverlening. Wanneer die diensten, om welke reden ook, niet binnen die termijn kunnen optreden en tot een oplossing komen waarmee wordt ingestemd, komt het aan het openbaar ministerie toe, wanneer het oordeelt dat de verwijderingsmaatregel moet worden verlengd, de zaak aan de jeugdrechtbank voor te leggen op grond van de artikelen 37 of 52 van het Jeugdwetboek.

B.25.2. Daaruit volgt dat de door het openbaar ministerie genomen maatregel tot verwijdering van een kind uit zijn leefomgeving, op het einde van de eerste dag volgend op die waarop de maatregel is genomen, hetzij zal zijn opgeheven, hetzij instemming zal hebben verkregen van de in B.4.4.3 vermelde personen, hetzij zal zijn besproken en eventueel bekrachtigd bij een door de jeugdrechtbank genomen beslissing, die zelf vatbaar is voor beroep. Op die manier hebben de personen die betrokken zijn bij de maatregel tot verwijdering uit de leefomgeving de waarborg dat zij binnen een redelijke termijn een beoordeling kunnen verkrijgen, door een onafhankelijke en onpartijdige rechtsinstantie, wanneer zij zich verzetten tegen de plaatsingsmaatregel.

B.26. In die omstandigheden kunnen de grieven van onwerkzaamheid en ondoeltreffendheid die door de verzoekende en de tussenkomende partij zijn geformuleerd in verband met het beroep dat bij de jeugdrechtbank openstaat tegen de door het openbaar ministerie genomen maatregel - zelfs indien zij gegrond zijn - niet leiden tot een vernietiging van de bestreden bepalingen. Rekening houdend met het feit dat die maatregel wordt gemotiveerd door een dringende noodzakelijkheid wanneer een ernstig gevaar dreigt voor de lichamelijke of psychische integriteit van een kind, waarborgt de regeling dat snel gevolg moet worden gegeven aan de maatregel - gezien de vernietiging van het woorddeel « werk » zoals aangegeven in B.24.4 - dat de veroorzaakte aantasting van de grondrechten van het kind en van zijn ouders niet onevenredig is.

B.27. Ten slotte, ook al is het juist dat de bestreden bepalingen niet erin voorzien dat het kind, wanneer het er de leeftijd en het onderscheidingsvermogen voor heeft, wordt gehoord door het openbaar ministerie opdat het zijn mening zou kunnen geven over de plaatsingsmaatregel die wordt overwogen, noch dat zijn mening in aanmerking wordt genomen, kunnen zij niet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij afwijken van artikel 22bis, tweede lid, van de Grondwet en van de artikelen 9 en 12 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, die vereisen dat een kind, wanneer het er de leeftijd en het onderscheidingsvermogen voor heeft, het recht heeft om zijn mening te uiten in alle aangelegenheden die het aangaan. De plaatsingsmaatregel waartoe het openbaar ministerie beslist, is duidelijk een aangelegenheid die het kind aangaat, zodat, wanneer het er de leeftijd en het onderscheidingsvermogen voor heeft, zijn mening moet worden ingewonnen door het openbaar ministerie eventueel via de politiediensten die ter plaatse optreden en op passende wijze in aanmerking moet worden genomen. De omstandigheid dat die maatregel wordt genomen in een situatie van dringende noodzakelijkheid, laat niet toe zich te onttrekken aan de naleving van die grondwettelijke en verdragsrechtelijke waarborg.

B.28. Onder voorbehoud van de in B.27 vermelde interpretatie zijn de voormelde middelen wat dat betreft niet gegrond.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen

B.29. De Franse Gemeenschapsregering verzoekt het Hof om de gevolgen van de bestreden bepalingen te handhaven indien « het Hof zou oordelen dat de Franse Gemeenschap bevoegd was om de essentiële elementen vast te stellen van de procedure inzake de beslissing van het openbaar ministerie op grond van de artikelen 37/1 en 52/1 van het Jeugdwetboek, en dat de in het geding zijnde bepalingen niet toereikend waren om de aangevoerde grondrechten te waarborgen ».

B.30. Nu de gedeeltelijke vernietiging vermeld in B.24.4 geen betrekking heeft op dat punt, is er geen aanleiding om in te gaan op dat verzoek.

Om die redenen,
het Hof

1. vernietigt het woorddeel « werk » in de artikelen 37/1, § 1, en 52/1, § 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 « houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming », zoals ingevoegd bij de artikelen 3 en 6 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2022 « tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming »;

2. onder voorbehoud van de in B.27 vermelde interpretatie, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 23 november 2023.

De griffier,
N. Dupont

De voorzitter,
P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2023/48005]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 153/2023 vom 23. November 2023

Geschäftsverzeichnisnummer 7846

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 23. Juni 2022 « zur Abänderung des Dekrets vom 18. Januar 2018 zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz » (Einfügung der Artikel 37/1 und 52/1 in das Dekret vom 18. Januar 2018), erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

Der Verfassungsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern T. Giet, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, D. Pieters, S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin und M. Plovie, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 5. August 2022 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. August 2022 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA J. Fierens, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigklärung der Artikel 3 und 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 23. Juni 2022 « zur Abänderung des Dekrets vom 18. Januar 2018 zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz » (Einfügung der Artikel 37/1 und 52/1 in das Dekret vom 18. Januar 2018), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Juli 2022.

Mit derselben Klageschrift beantragte die klagende Partei ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen. In seinem Entscheid Nr. 141/2022 vom 27. Oktober 2022 (ECLI:BE:GHCC:2022:ARR.141), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. März 2023, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1. Die klagende Partei, die von der intervenierenden Partei unterstützt wird, beantragt die Nichtigklärung der Artikel 3 und 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 23. Juni 2022 « zur Abänderung des Dekrets vom 18. Januar 2018 zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz » (nachstehend: Dekret vom 23. Juni 2022).

B.2. Das Dekret vom 23. Juni 2022 hat ein doppeltes Ziel:

- Einerseits führt es einen Bereitschaftsdienst der Berater für Jugendhilfe und der Jugendschutzdirektoren ein (Artikel 1 und 5 des Dekrets vom 23. Juni 2022).

- Andererseits schafft es eine gesetzliche Grundlage für Entscheidungen der Staatsanwaltschaft, um ein Kind im Fall der dringenden Notwendigkeit, wenn die körperliche oder geistige Unversehrtheit des Kindes unmittelbar und akut einer ernsthaften Gefahr ausgesetzt ist, außerhalb der Öffnungszeiten der Dienste für Jugendhilfe und Jugendschutz oder wenn der Berater für Jugendhilfe oder der Jugendschutzdirektor während dieser Zeiten nicht erreichbar sind, außerhalb seines Lebensumfelds unterbringen zu lassen (angefochtene Artikel 3 und 6 des Dekrets vom 23. Juni 2022).

B.3.1. Der angefochtene Artikel 3 des Dekrets vom 23. Juni 2022 fügt in das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 18. Januar 2018 « zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz » (nachstehend: Jugendgesetzbuch), einen Artikel 37/1 ein.

Artikel 37/1 des Jugendgesetzbuches bestimmt:

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et en dehors des heures d'ouverture des services de l'aide à la jeunesse ou si le conseiller n'est pas joignable durant celles-ci, le ministère public peut prendre la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°. La mesure prend fin au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à la mesure visée au paragraphe 1^{er} prise par le Ministère public et portées devant lui par les personnes visées à l'article 36, alinéa 1er ».

B.3.2. Der angefochtene Artikel 6 des Dekrets vom 23. Juni 2022 fügt in das Jugendgesetzbuches einen Artikel 52/1 ein.

Artikel 52/1 des Jugendgesetzbuches bestimmt:

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et en dehors des heures d'ouverture des services de protection de la jeunesse ou si le directeur n'est pas joignable durant celles-ci, le Ministère public peut prendre la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°. La mesure prend fin au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le moment où la mesure a été prise.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à la mesure visée [au] paragraphe 1^{er} prise par le ministère public et portées devant lui par les personnes visées à l'article 54, alinéa 1er ».

B.3.3.1. Die « in Artikel 51 Absatz 1 Nr. 2 [des Jugendgesetzbuches] erwähnte Maßnahme », auf die die durch die angefochtenen Bestimmungen eingefügten Artikel 37/1 und 52/1 des Gesetzbuches Bezug nehmen, bezieht sich auf die Entscheidung, « dass das Kind in Ausnahmesituationen für seine Erziehung oder Betreuung zeitweilig außerhalb seines Lebensumfelds untergebracht wird ».

B.3.3.2. Die Artikel 37/1 und 52/1 des Jugendgesetzbuches, eingefügt durch die angefochtenen Bestimmungen, ermöglichen es somit der Staatsanwaltschaft, ein Kind außerhalb seines Lebensumfelds unterbringen zu lassen, wenn drei Bedingungen erfüllt sind.

Erforderlich ist (i) eine dringende Notwendigkeit, (ii) dass die körperliche und geistige Unversehrtheit des Kindes unmittelbar und akut einer ernsthaften Gefahr ausgesetzt ist und (iii) dass die Situation außerhalb der Öffnungszeiten der Dienste für Jugendhilfe und Jugendschutz oder zu einem Zeitpunkt eintritt, zu dem der Berater für Jugendhilfe oder der Jugendschutzdirektor nicht erreichbar sind.

B.3.4. Eine Beschwerde gegen diese Maßnahme kann beim Jugendgericht von den « in Artikel 36 Absatz 1 erwähnten Personen » und von den « in Artikel 54 Absatz 1 [des Jugendgesetzbuches] erwähnten Personen » eingelegt werden. Dies sind (1) Personen, die gegenüber dem Kind die elterliche Autorität innehaben, (2) Personen, bei denen das Kind rechtlich oder tatsächlich untergebracht ist, (3) Personen, die ein Recht auf persönlichen Umgang mit dem Kind haben, (4) das mindestens vierzehn Jahre alte Kind, (5) das mindestens zwölf Jahre alte Kind, das von einem gegebenenfalls auf Antrag des Beraters von Amts wegen bestellten Rechtsanwalt unterstützt wird, und (6) das unter zwölf Jahre alte Kind oder sein Ad-hoc-Vormund, wenn die Personen, die gegenüber dem Kind die elterliche Autorität innehaben, die Personen, bei denen das Kind rechtlich oder tatsächlich untergebracht ist, oder die Personen, die ein Recht auf persönlichen Umgang mit dem Kind haben, es unterlassen, das Gericht zu befragen.

B.3.5. In den Vorarbeiten heißt es:

« Un nouvel article 37/1 est inséré en vue de légaliser la mesure prétorienne. Une pratique récurrente du ministère public en matière d'aide à la jeunesse est de prendre, dans certaines circonstances, une mesure d'hébergement hors du milieu de vie pour une période de très courte durée, lorsque l'enfant est supposé être exposé directement et actuellement à un péril grave, et ce dans l'attente de l'intervention du conseiller.

Cette pratique est très fréquente dans certains arrondissements judiciaires, en soirée, les jours fériés et les week-ends, le conseiller reprenant généralement la gestion de la situation dès le premier jour ouvrable suivant. Elle permet d'éviter le passage devant le tribunal de la jeunesse dans certaines situations et de rester gérées dans le cadre de l'aide volontaire.

La légalisation de la mesure prétorienne prend tout son sens dans le cadre du système de garde des conseillers et directeurs. En effet, la possibilité offerte officiellement au ministère public de prendre une mesure d'éloignement de l'enfant pendant une durée très limitée, couvrant la suite du week-end ainsi que le premier jour ouvrable suivant laisse l'opportunité au conseiller d'assurer le suivi de la situation dans les limites de l'aide volontaire » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/1, S. 8).

B.4.1. Der Bereitschaftsdienst der Berater für Jugendhilfe und der Jugendschutzdirektoren wird nach Zonen koordiniert und wird gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten organisiert.

B.4.2. Der Berater für Jugendhilfe ist eine Verwaltungsbehörde, die der Dienstaufsicht des leitenden Beamten der zuständigen Verwaltung der Französischen Gemeinschaft untersteht. Er oder sie leitet den Dienst für Jugendhilfe und muss seine bzw. ihre Befugnisse im Bereich der individuellen Hilfe vollständig unabhängig ausüben. Es gibt einen Berater in jeder Abteilung des Gerichts erster Instanz oder in jedem Gerichtsbezirk, der sich nicht aus Abteilungen zusammensetzt (Artikel 2 Nrn. 5, 8, 12 und 17, Artikel 16 und Artikel 17 des Jugendgesetzbuches).

Der Jugendschutzdirektor ist eine Verwaltungsbehörde, die der Dienstaufsicht des leitenden Beamten der zuständigen Verwaltung der Französischen Gemeinschaft untersteht. Er übt seine Befugnisse im Bereich des individuellen Schutzes vollständig unabhängig aus. Es gibt einen Direktor in jeder Abteilung des Gerichts erster Instanz oder in jedem Gerichtsbezirk, der sich nicht aus Abteilungen zusammensetzt, um den Jugendschutzdienst zu leiten. (Artikel 2 Nrn. 5, 10, 12 und 17, Artikel 18 und Artikel 19 des Jugendgesetzbuches).

B.4.3. Die Aufgabe des Beraters für Jugendhilfe und des Jugendschutzdirektors während der Bereitschaft besteht darin, die Staatsanwaltschaft über die Zweckmäßigkeit zu informieren, dringend die Entfernung des betroffenen Kindes aus seinem Lebensumfeld vorzunehmen,

- wenn die Staatsanwaltschaft in Betracht zieht, im Rahmen der Jugendhilfe die Artikel 37 oder 37/1 des Jugendgesetzbuches anzuwenden (Artikel 35 § 5 des Jugendgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 1 des Dekrets vom 23. Juni 2022), oder

- wenn die Staatsanwaltschaft in Betracht zieht, im Rahmen des Jugendschutzes die Artikel 52 und 52/1 desselben Gesetzbuches anzuwenden (Artikel 53 § 6 des Jugendgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 23. Juni 2022).

B.4.4.1. Artikel 37 des Jugendgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 2 des Dekrets vom 23. Juni 2022, auf den Bezug genommen wird, bestimmt:

« § 1er. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°.

Lorsque la saisine du tribunal n'est pas sollicitée par le conseiller, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

§ 2. Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le conseiller n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} où le conseiller n'a pas pu être atteint et les cas où le conseiller qui assure le service de garde prévu à l'article 35, § 5, alinéa 2, n'a pas connaissance de la situation, la décision du tribunal est transmise immédiatement au conseiller qui exerce dans ces cas les missions liées à l'exécution d'une mesure provisoire prévues par l'article 53, §§ 1er, 2, 3 et 5, et tente d'obtenir l'accord des personnes visées à l'article 23 sur la ou les mesures décidées par le tribunal ou sur leur modification.

§ 3. Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus ».

B.4.4.2. Artikel 52 des Jugendgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 4 des Dekrets vom 23. Juni 2022, bestimmt:

« En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique de l'enfant est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 23, le tribunal de la jeunesse peut prendre à titre provisoire, pour une durée qui ne peut excéder trente jours, la mesure visée à l'article 51, alinéa 1er, 2°.

Lorsque la saisine du tribunal n'est pas sollicitée par le directeur, le ministère public s'assure préalablement auprès de celui-ci de l'absence d'accord des personnes visées à l'article 23 ou de l'impossibilité de recueillir cet accord.

Le ministère public peut exceptionnellement saisir directement le tribunal lorsqu'il démontre que le directeur n'a pas pu être atteint et que l'intérêt de l'enfant ne permet pas d'attendre l'intervention du directeur.

La décision du tribunal est transmise immédiatement au directeur afin d'être exécutée conformément à l'article 53.

La décision du tribunal détermine les modalités d'exécution de la mesure provisoire qui s'appliquent jusqu'à ce que, le cas échéant, le directeur décide d'autres modalités d'exécution ou convienne d'une autre mesure avec les personnes visées à l'article 23, conformément à l'article 53, § 5.

Conformément à l'article 53, § 5, alinéa 3, la mesure provisoire peut être prolongée une seule fois de quarante-cinq jours au plus ».

B.4.4.3. Die in Artikel 23 des Jugendgesetzbuches erwähnten Personen, auf die Bezug genommen wird, sind das mindestens vierzehn Jahre alte Kind, das mindestens zwölf Jahre alte Kind, das von einem gegebenenfalls auf Antrag des Beraters von Amts wegen bestellten Rechtsanwalt unterstützt wird, und die Personen, die gegenüber dem Kind die elterliche Autorität innehaben.

B.4.5. Bezüglich des Bereitschaftsdienstes heißt es in den Vorarbeiten:

« Un projet pilote de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse a été expérimenté dans les arrondissements judiciaires de Liège et Luxembourg, du 4 octobre 2019 au 31 mai 2020. Le dispositif pratiqué alors est décrit dans la circulaire du 1er août 2019 portant sur l'expérimentation d'un système de garde des conseillers de l'aide à la jeunesse et des directeurs de la protection de la jeunesse mise à jour le 23 septembre 2019.

Ce projet pilote a confirmé l'opportunité d'étendre un système de garde à l'ensemble des arrondissements judiciaires, chacun pouvant en reconnaître la plus-value, aussi bien dans les rangs des mandants de l'aide et de la protection de la jeunesse, que dans ceux du ministère public. En effet, ce projet a permis de renforcer les relais entre les

conseillers et directeurs et les membres du parquet, tout en favorisant la reconnaissance des compétences réciproques. De même, dans certains cas, le système mis en place a permis d'anticiper les situations d'urgence, les différents mandants avertissant le conseiller ou le directeur de garde des dossiers présentant un risque accru de dégradation au cours du week-end. Une telle anticipation permet au mandant de garde de disposer des éléments utiles lorsque la situation d'urgence se présente.

Le projet pilote a révélé la nécessité d'approfondir l'articulation de l'action des mandants communautaires avec le ministère public. En effet, celui-ci étant le premier intervenant face à une situation de crise et de danger, la mesure prétorienne est apparue comme un élément essentiel du dispositif de garde.

[...]

[...] pour les périodes plus longues de week-end ou les jours fériés durant lesquels le mandant communautaire est actuellement injoignable, il est apparu judicieux que le ministère public puisse s'appuyer sur l'expertise psycho-sociale et les compétences particulières reconnues aux conseillers de l'aide à la jeunesse et aux directeurs de la protection de la jeunesse. Aussi, le système de garde tel qu'il est pensé prévoit une collaboration étroite entre le ministère public et les mandants de l'aide et de la protection de la jeunesse afin que la meilleure solution puisse être trouvée face à l'urgence.

[...]

Le système de garde tel que pensé est ainsi à la recherche d'un équilibre : tout en consolidant le principe de déjudiciarisation consacré par le décret du 18 janvier 2018 durant les périodes de fermeture des services de la Communauté française, il garantit au ministère public une aide substantielle à la prise de décision par le biais d'une transmission d'informations, d'éléments d'appréciation et de pistes d'orientations. Par ailleurs, le projet pilote de garde a montré que le système permet d'éviter des saisines du juge de la jeunesse ce qui permet une réduction du nombre de procédures à suivre par le ministère public à moyen ou plus long terme » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/1, SS. 3-5).

Im Ausschuss hat die Ministerin präzisiert:

« Le modèle de garde instaure des permanences téléphoniques des mandants communautaires les weekends et les jours fériés ainsi que les vendredis en soirée. Les mandants peuvent être contactés par les Procureurs. Plus que de simples moments d'échanges, il s'agit véritablement d'organiser la suite de la prise en charge de la situation concernée.

Ce modèle permet à l'aide négociée de jouer pleinement son rôle et offrir aux bénéficiaires les compétences des mandants, rompus au travail avec les jeunes en danger. La mise en place d'une reprise rapide par les mandants, garantit aussi que les jeunes et les familles bénéficient d'une prise en charge immédiate.

L'instauration de ce modèle de gardes est une étape essentielle dans la mise en œuvre d'un système de gardes plus complet qui devrait, idéalement, viser l'organisation d'un modèle présentiel de mandants accompagnés de membres des sections sociales et administratives. Toutefois, un tel modèle nécessite des moyens budgétaires et humains conséquents » (*Parl. Dok.*, Parlement der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/2, SS. 4-5).

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.5. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 13 der Verfassung, insofern die angefochtenen Bestimmungen der Staatsanwaltschaft die Befugnis einräumen, ein Kind zeitweilig außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen, wenn die Bedingungen für die Anwendung dieser Bestimmungen erfüllt sind.

Nach Auffassung der klagenden Partei und der intervenierenden Partei stellt jede Maßnahme der Unterbringung eines Kindes einen schwerwiegenden Eingriff in die Achtung des Privat- und Familienlebens des Kindes und seiner Familie dar, die nur von einem Richter im Rahmen eines Verfahrens entschieden werden darf, das zumindest die Anhörung der betroffenen Personen gewährleistet. Die angefochtenen Bestimmungen hätten zur Folge, dass die Rechtsunterworfenen gegen ihren Willen ihrem gesetzlichen Richter entzogen würden.

B.6.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf Zugang zum zuständigen Richter, das ein grundlegendes Recht in einem Rechtsstaat ist.

Das Recht auf Zugang zu einem Gericht ist Bestandteil des Rechts auf ein faires Verfahren im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EuGHMR, 21. Februar 1975, *Golder gegen Vereinigtes Königreich*, ECLI:CE:ECHR:1975:0221JUD000445170, § 36; Große Kammer, 15. März 2022, *Grzęda gegen Polen*, ECLI:CE:ECHR:2022:0315JUD004357218, § 342).

Die Tragweite dieser Vertragsbestimmung ist analog zu derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, weshalb die Garantien, die durch diese beiden Bestimmungen geboten werden, ein untrennbares Ganzes bilden.

B.6.2. Die Verwirklichung des Rechts auf Zugang zu einem Gericht setzt einen wirksamen Rechtsweg voraus (EuGHMR, Große Kammer, 15. März 2018, *Nait-Liman gegen Schweiz*, ECLI:CE:ECHR:2018:0315JUD005135707, §§ 112 und 113).

B.6.3. Jedoch beinhaltet das Recht auf Zugang zu einem Gericht entgegen den Ausführungen der klagenden Partei und der intervenierenden Partei nicht, dass jede Maßnahme, mit der das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens eingeschränkt wird, selbst wenn sie erheblich ist, von einem unabhängigen und unparteiischen Richter erlassen werden muss.

Zwar kann das vorherige Eingreifen eines unabhängigen und unparteiischen Richters, um eine solche Maßnahme anzunehmen, eine Garantie für die Einhaltung anderer Grundrechte wie das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens oder das Recht auf Achtung der Wohnung sein, aber es ergibt sich nicht als solches aus dem Recht auf Zugang zu einem Gericht.

B.7. Insofern sich der erste Klagegrund, der im Wesentlichen aus einem Verstoß gegen Artikel 13 der Verfassung abgeleitet ist, nur auf die Kritik stützt, dass die angefochtenen Bestimmungen im Fall der dringenden Notwendigkeit der Staatsanwaltschaft und nicht dem Jugendgericht die Befugnis übertragen, ein Kind in ernsthafter Gefahr zeitweilig außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen, ist er unbegründet.

In Bezug auf den zweiten, dritten, vierten, fünften und sechsten Klagegrund

B.8. Die von der klagenden Partei und der intervenierenden Partei im zweiten, dritten, vierten, fünften und sechsten Klagegrund angeführten Beschwerdegründe hängen eng miteinander zusammen, sodass der Gerichtshof sie zusammen prüft.

B.9.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Die klagende Partei und die intervenierende Partei führen an, dass der Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Kindern, die von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches zeitweilig außerhalb ihres Lebensumfelds untergebracht werden, und den Familien dieser Kinder und andererseits den Kindern, die von einem Richter, im vorliegenden Fall dem Jugendgericht, untergebracht werden, und den Familien dieser Kinder nicht vernünftigerweise gerechtfertigt sei, weil er nur mit der Arbeitsweise der Verwaltung zu dem Zeitpunkt, zu dem die Entscheidung zur Unterbringung des Kindes getroffen wird, zusammenhängt.

B.9.2. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 22bis Absatz 2 der Verfassung, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 9 Absatz 2 und 12 des Internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes, mit dem allgemeinen Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens und der Rechte der Verteidigung, und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagende Partei und die intervenierende Partei führen an, dass der allgemeine Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens nicht sichergestellt sei, insofern es keine Anhörung des Kindes gebe, das von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches untergebracht werde, wenn das Kind das erforderliche Alter und die notwendige Reife habe (erster Teil), und insofern keine andere Garantie des fairen Verfahrens beachtet werde (zweiter Teil).

B.9.3. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 144.

Die klagende Partei und die intervenierende Partei machen geltend, dass im Fall der Unterbringung eines Kindes auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches ohne Zustimmung des Kindes oder seiner Familie eine Streitsache zu bürgerlichen Rechten vorliege, die zwangsläufig Gegenstand einer von einem Gericht erlassenen Entscheidung sein müsse.

B.9.4. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern die Beschwerde, die gegen die von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches getroffene Maßnahme zur Unterbringung des Kindes eingelegt werden kann, nicht wirksam ist.

B.9.5. Der sechste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 17 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit den Artikeln 7 und 9 des Internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

Die klagende Partei und die intervenierende Partei führen an, dass die Entscheidung der Staatsanwaltschaft, ein Kind auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches unterzubringen, einen ungerechtfertigten und unverhältnismäßigen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens darstelle.

B.10.1. Zunächst enthält die Klageschrift im zweiten Klagegrund keine Darlegung, aus der ersichtlich wäre, inwiefern gegen Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte an sich verstoßen würde.

Insofern der Klagegrund aus einem Verstoß gegen diese Vertragsbestimmung abgeleitet ist, ist er folglich unzulässig.

B.10.2.1. Sodann führen die klagende Partei und die intervenierende Partei im dritten Klagegrund an, dass die von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention vorgeschriebenen Garantien nicht eingehalten würden. Insbesondere gewährleisten die angefochtenen Bestimmungen nicht den allgemeinen Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens, den Zugang zur Akte, die Beteiligung eines Rechtsanwalts, die Pflicht, die Entscheidung zu begründen, das Recht der Parteien oder des Kindes, Schriftsätze einzureichen, und die Notifizierung der Unterbringungsentscheidung und der Rechtsbehelfe.

B.10.2.2. Die in Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention enthaltenen Garantien finden jedoch keine Anwendung auf die Staatsanwaltschaft, wenn diese entscheidet, ein Kind auf der Grundlage der angefochtenen Bestimmungen unterzubringen, denn da sie keine Rechtsprechungsbefugnis hat, stellt sie kein « Gericht » im Sinne dieser Bestimmung dar (EuGHMR, Große Kammer, 1. Dezember 2020, *Gudmundur Andri Ástráðsson gegen Island*, ECLI:CE:ECHR:2020:1201JUD002637418, § 219).

B.10.2.3. Daher ist der dritte Klagegrund unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 6 des Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist.

B.10.2.4. Der allgemeine Grundsatz der Rechte der Verteidigung, zu denen der Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens und das Recht, sich zu verteidigen, gehören, gilt für alle Rechtsprechungsorgane sowie Verwaltungsbehörden, wenn diese beabsichtigen zu bestrafen oder zu ahnden.

Die Staatsanwaltschaft ist weder ein Rechtsprechungsorgan noch eine Verwaltungsbehörde, die beabsichtigt zu bestrafen oder zu ahnden. Der allgemeine Grundsatz der Rechte der Verteidigung findet daher keine Anwendung auf sie, wenn sie eine Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches ergreift.

Der dritte Klagegrund ist folglich unbegründet, insofern er aus einem Verstoß gegen den allgemeinen Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens und der Rechte der Verteidigung abgeleitet ist.

B.10.2.5. Hingegen ist der dritte Klagegrund zu prüfen, insofern er aus einem Verstoß gegen die Verfassungs- und Vertragsbestimmungen abgeleitet ist, in denen das Recht des Kindes, unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens angehört zu werden, verankert ist.

B.10.3. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Aus der Darlegung des Klagegrunds in der Klageschrift lässt sich ableiten, dass die klagende Partei das Fehlen einer wirksamen Beschwerde bemängelt, die es ermöglicht, einen Verstoß gegen das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens geltend zu machen, das insbesondere in Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet ist.

Da ein Verstoß gegen Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention im sechsten Klagegrund geltend gemacht wird und angesichts der gemeinsamen Prüfung des fünften und sechsten Klagegrunds durch den Gerichtshof, ist der fünfte Klagegrund zulässig.

B.11. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.12.1. Nach Artikel 22bis Absatz 2 der Verfassung hat jedes Kind das Recht, sich in « allen Angelegenheiten, die es betreffen » zu äußern, und wird « seiner Meinung [...] unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens Rechnung getragen ».

Nach Artikel 12 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes sichern die Vertragsstaaten dem Kind, das fähig ist, sich eine eigene Meinung zu bilden, das Recht zu, diese Meinung « in allen das Kind berührenden Angelegenheiten » frei zu äußern. Nach Absatz 2 dieser Bestimmung wird dem Kind Gelegenheit gegeben, « in allen das Kind berührenden Gerichts- oder Verwaltungsverfahren » gehört zu werden.

B.12.2. Sofern Artikel 12 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes Kindern das Recht einräumt, ihre eigene Meinung in allen sie betreffenden Angelegenheiten zu äußern, hat er eine ähnliche Tragweite wie Artikel 22*bis* Absatz 2 der Verfassung, weshalb die beiden Bestimmungen ein untrennbares Ganzes bilden.

B.12.3. Artikel 9 desselben Übereinkommens bestimmt:

« (1) Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass ein Kind nicht gegen den Willen seiner Eltern von diesen getrennt wird, es sei denn, dass die zuständigen Behörden in einer gerichtlich nachprüfbarer Entscheidung nach den anzuwendenden Rechtsvorschriften und Verfahren bestimmen, dass diese Trennung zum Wohl des Kindes notwendig ist. Eine solche Entscheidung kann im Einzelfall notwendig werden, wie etwa wenn das Kind durch die Eltern misshandelt oder vernachlässigt wird oder wenn bei getrennt lebenden Eltern eine Entscheidung über den Aufenthaltsort des Kindes zu treffen ist.

(2) In Verfahren nach Absatz 1 ist allen Beteiligten Gelegenheit zu geben, am Verfahren teilzunehmen und ihre Meinung zu äußern.

(3) Die Vertragsstaaten achten das Recht des Kindes, das von einem oder beiden Elternteilen getrennt ist, regelmäßige persönliche Beziehungen und unmittelbare Kontakte zu beiden Elternteilen zu pflegen, soweit dies nicht dem Wohl des Kindes widerspricht.

[...] ».

B.12.4. Insofern Artikel 9 Absatz 2 desselben Übereinkommens so zu verstehen ist, dass er den Kindern unter anderem die Gelegenheit gibt, am Verfahren teilzunehmen und ihre Meinung zu äußern, wenn sie gegen den Willen ihrer Eltern von diesen getrennt werden, sofern sie das erforderliche Alter und die notwendige Reife haben, hat diese Bestimmung auch eine ähnliche Tragweite wie Artikel 22*bis* Absatz 2 der Verfassung, mit der sie ein untrennbares Ganzes bildet.

B.13. Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert die Möglichkeit im innerstaatlichen Recht, eine Beschwerde zu erheben, damit man sich auf die Rechte und Freiheiten der Europäischen Menschenrechtskonvention berufen kann. Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention kann folglich nicht unabhängig gesehen werden (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Zavoloka gegen Lettland*, ECLI:CE:ECHR:2009:0707JUD005844700, § 35).

Um wirksam zu sein, muss mit einer Beschwerde der beanstandeten Situation unmittelbar abgeholfen werden können (EMRK, Entscheidung, *Pine Valley Developments Ltd und andere gegen Irland*, 1989). Die Tragweite der Kontrolle muss daher ausreichend groß sein und die zuständigen Behörden müssen den aus einem Verstoß gegen ein von der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiertes Grundrecht abgeleiteten Beschwerdegrund in der Sache prüfen (EuGHMR, 8. Juli 2003, *Hutton und andere gegen Vereinigtes Königreich*, ECLI:CE:ECHR:2003:0708JUD003602297, § 141). Um wirksam zu sein, müssen Beschwerdeverfahren angemessen und dem Betroffenen zugänglich sein (EuGHMR, 11. Juni 2009, *Petkov und andere gegen Bulgarien*, ECLI:CE:ECHR:2009:0611JUD007756801, § 82; EuGHMR, (Entscheidung) 27. März 2003 und 22. Mai 2003, *Paulino Tomás gegen Portugal*, ECLI:CE:ECHR:2003:0327DEC005869800).

B.14.1. Artikel 144 der Verfassung bestimmt:

« Streitfälle über bürgerliche Rechte gehören ausschließlich zum Zuständigkeitsbereich der Gerichte.

Das Gesetz kann jedoch gemäß den von ihm bestimmten Modalitäten den Staatsrat oder die föderalen Verwaltungsgerichtsbarkeiten ermächtigen, über die bürgerrechtlichen Auswirkungen ihrer Entscheidungen zu befinden ».

Diese Verfassungsbestimmung überträgt ausschließlich den Rechtsprechungsorganen des gerichtlichen Standes die Befugnis, über Streitfälle, die sich auf ein bürgerliches Recht beziehen, zu befinden, vorbehaltlich dessen, dass das Gesetz dem Staatsrat oder den föderalen Verwaltungsgerichtsbarkeiten die Befugnis zuweisen kann, über die bürgerrechtlichen Auswirkungen ihrer Entscheidungen zu befinden.

B.14.2. Einer Personenkategorie diese Garantie zu entziehen, würde bedeuten, einen Behandlungsunterschied einzuführen, der nicht mit Artikel 144 der Verfassung und somit nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist.

B.15.1. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

B.15.2. Der Verfassungsgeber hat eine möglichst weitgehende Übereinstimmung zwischen Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angestrebt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 997/5, S. 2).

Die Tragweite dieses Artikels 8 entspricht derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, sodass die durch die beiden Bestimmungen gebotenen Garantien ein untrennbares Ganzes bilden.

B.15.3. Artikel 17 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

« (1) Niemand darf willkürlichen oder rechtswidrigen Eingriffen in sein Privatleben, seine Familie, seine Wohnung und seinen Schriftverkehr oder rechtswidrigen Beeinträchtigungen seiner Ehre und seines Rufes ausgesetzt werden.

(2) Jedermann hat Anspruch auf rechtlichen Schutz gegen solche Eingriffe oder Beeinträchtigungen ».

B.15.4. Nach Artikel 7 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes hat das Kind unter anderem « soweit möglich das Recht, seine Eltern zu kennen und von ihnen betreut zu werden ».

B.15.5. Das Zusammensein ist für einen Elternteil und sein Kind ein grundlegender Bestandteil des Familienlebens und Maßnahmen, die sie daran hindert, stellen einen Eingriff in das Recht auf Achtung des Familienlebens dar (EuGHMR, Große Kammer, 10. September 2019, *Strand Lobben und andere gegen Norwegen*, ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, § 202).

Das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens, das von den vorerwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleistet wird, schließt eine Einmischung der Behörden in die Wahrnehmung des Rechts auf Achtung des Familienlebens nicht aus, verlangt aber, dass diese Einmischung durch eine ausreichend präzise gesetzliche Bestimmung vorgesehen ist, sie einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis in einer demokratischen Gesellschaft entspricht und sie im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel steht.

In Rechtssachen, die die Unterbringung eines Kindes durch eine Behörde betreffen, müssen die Interessen des Kindes allen anderen Überlegungen vorgehen. Das Kindeswohl kann Vorrang vor dem der Eltern haben (EuGHMR, Große Kammer, 10. September 2019, *Strand Lobben und andere gegen Norwegen*, §§ 206 und 207). Zugleich stellen das Ziel der Einheit der Familie und der Wiedervereinigung der Familie im Fall einer Trennung dem Recht auf Achtung des Familienlebens innewohnende Erwägungen dar.

Folglich

(1) dürfen grundsätzlich nur ganz außergewöhnliche Umstände dazu führen, dass familiäre Bindungen gelöst werden (EuGHMR, Große Kammer, 10. September 2019, *Strand Lobben und andere gegen Norwegen*, ECLI:CE:ECHR:2019:0910JUD003728313, § 207);

(2) darf ein Kind nicht gegen den Willen seiner Eltern von ihnen getrennt werden, es sei denn die zuständigen Behörden entscheiden, vorbehaltlich einer gerichtlichen Überprüfung, dass diese Trennung im Interesse des Kindes notwendig ist. Es obliegt den Mitgliedstaaten, praktische und wirksame Verfahrensgarantien einzuführen, die es ermöglichen, für den Schutz und die Verwirklichung des Kindeswohls zu sorgen (ebenda, § 207);

(3) beinhaltet Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention zulasten jeder Behörde, die eine Übernahme der Obhut des Kindes anordnet, die das Familienleben einschränkt, eine positive Verpflichtung, Maßnahmen zu ergreifen, um eine Wiedervereinigung der Familie zu erleichtern, sobald es wirklich möglich ist (ebenda, § 205). Diese positive Verpflichtung obliegt den zuständigen Behörden ab dem Beginn des Zeitraums der Übernahme der Obhut und in zunehmendem Maße, muss aber stets mit der Pflicht zur Berücksichtigung des Kindeswohls abgewogen werden (ebenda, § 208).

B.16. Nach Auffassung der Regierung der Französischen Gemeinschaft existiert der im zweiten Klagegrund bemängelte Behandlungsunterschied, nämlich der Unterschied zwischen den Kindern, die von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches untergebracht werden, und den Kindern, die vom Jugendgericht auf der Grundlage der Artikel 37 oder 52 des Jugendgesetzbuches untergebracht werden, nicht, da die Staatsanwaltschaft jederzeit, auch außerhalb der Öffnungszeiten der Dienste für Jugendhilfe und -schutz, entscheiden könne, das Jugendgericht auf der Grundlage der Artikel 37 oder 52 des Jugendgesetzbuches zu befassen, damit dieses die Unterbringung des Kindes vornehme.

Der Umstand, dass die Staatsanwaltschaft die Möglichkeit behält, das Jugendgericht auf der Grundlage der Artikel 37 oder 52 des Jugendgesetzbuches zu befassen, damit dieses über die Unterbringung des Kindes entscheidet, lässt aber die Befugnis, die ihr von den angefochtenen Bestimmungen eingeräumt wird, ein Kind auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches unterzubringen, unberührt, weshalb der bemängelte Behandlungsunterschied sehr wohl besteht.

B.17.1. Der Gerichtshof hat zu prüfen, ob dieser Behandlungsunterschied objektiv und vernünftig gerechtfertigt ist.

B.17.2. Jede Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes außerhalb seines Lebensumfelds stellt einen schwerwiegenden Eingriff in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens des Kindes und seiner Familie dar.

Auch wenn sie nur von kurzer Dauer sein soll, stellt auch die von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 und 52/1 des Jugendgesetzbuches beschlossene Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes einen schwerwiegenden Eingriff in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens der von der Maßnahme betroffenen Personen dar, bei der die in B.15.5 aufgeführten Garantien eingehalten werden müssen.

B.18.1. Mit dem Dekret vom 23. Juni 2022 hat der Dekretgeber erstens angestrebt, die Entjustizialisierung der Jugendhilfe und des Jugendschutzes außerhalb der Öffnungszeiten der zuständigen Verwaltungsdienste oder im Fall der Nichterreichbarkeit dieser Dienste sicherzustellen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/1, SS. 1, 3, 5 und 6).

Das Prinzip der Entjustizialisierung, das die Politik im Bereich Jugendhilfe und -schutz in der Französischen Gemeinschaft bestimmt, ist in Artikel 1 Nr. 7 des Jugendgesetzbuches verankert, der bestimmt, dass « die Hilfe und der Schutz möglichst im Hinblick auf eine Entjustizialisierung und eine Subsidiarität der zwangsweisen Hilfe gegenüber der freiwillig angenommenen Hilfe erfolgen », verankert.

Wie es von der Französischen Gemeinschaft verfolgt wird, ist das Prinzip der Entjustizialisierung der Jugendhilfe und des Jugendschutzes, kombiniert mit einem Prinzip der Subsidiarität der zwangsweisen Hilfe gegenüber der freiwillig angenommenen Hilfe, als das Bestreben zu verstehen, sofern und soweit möglich, die Befassung des Jugendgerichts mit einer Situation, in der ein Kind in Schwierigkeiten oder in Gefahr ist, zu vermeiden. Das Prinzip der Entjustizialisierung wird jedoch nicht – wie die klagende Partei anführt – als das Bestreben verstanden, das Eingreifen der Staatsanwaltschaft, die eine Justizbehörde ist, zu vermeiden.

B.18.2. Zweitens will der Dekretgeber die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichbehandlung und Nichtdiskriminierung von Kindern, je nachdem, ob die Gefährdungssituation, in der sie sich befinden, während oder außerhalb der Öffnungszeiten (oder der Erreichbarkeit) der Dienste der Jugendhilfe und des Jugendschutzes eintritt, gewährleisten (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/1, SS. 5 und 6; *Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/2, SS. 5 und 6).

B.18.3. Die vorerwähnten Ziele sind legitim. Überdies ist es nicht Aufgabe des Gerichtshofs, die Zweckmäßigkeit oder die konkreten Umsetzungsmöglichkeiten der Entscheidungen des Dekretgebers bei der Ausarbeitung seiner Politik im Bereich der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu beurteilen.

B.19.1. Um diese Ziele zu erreichen, hat der Dekretgeber, wie in B.2 erwähnt, zwei Maßnahmen angenommen.

Erstens hat er einen Bereitschaftsdienst der Berater für Jugendhilfe und der Jugendschutzdirektoren außerhalb der Öffnungszeiten der Verwaltungsdienste geschaffen.

Zweitens hat der Dekretgeber durch die angefochtenen Bestimmungen eine Rechtsgrundlage für die bestehende Praxis geschaffen, ein Kind auf der Grundlage einer « prätorischen Entscheidung », die im Fall der dringenden Notwendigkeit und bei einer ernsthaften Gefahr für das Kind von der Staatsanwaltschaft getroffen wird, außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen.

B.19.2. Das vom Dekretgeber in dieser Weise entworfene System soll die Unterbringung eines in Gefahr befindlichen Kindes außerhalb seines Lebensumfelds ermöglichen, ohne zu diesem Zeitpunkt das Jugendgericht bis zur Erreichbarkeit der Dienste der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu befassen, damit diese die Bearbeitung der Akte so bald wie möglich wieder übernehmen können, um zu versuchen, eine Befassung des Gerichts zu einem späteren Zeitpunkt zu vermeiden.

In Anbetracht der erwähnten Entjustizialisierung ist es somit folgerichtig, dass der Dekretgeber die automatische Befassung des Jugendgerichts vermeiden möchte, wenn die Dienste der Jugendhilfe oder des Jugendschutzes geschlossen oder nicht erreichbar sind, denn die Staatsanwaltschaft kann nunmehr in diesem Fall selbst die Unterbringung des in ernsthafter Gefahr befindlichen Kindes im Fall der dringenden Notwendigkeit beschließen und muss dafür nicht mehr den Jugendrichter auf der Grundlage der Artikel 37 und 52 des Jugendgesetzbuches befassen.

Da vorgesehen ist, dass die von der Staatsanwaltschaft ergriffene Maßnahme zur Unterbringung des Kindes bis zum Ablauf des nächsten Werktags dauert, verfügt der Berater für Jugendhilfe oder der Jugendschutzdirektor sodann grundsätzlich über die Möglichkeit, sich gleich in den ersten Stunden des nächsten Werktags um die Situation des Kindes zu kümmern, um zu versuchen, eine Einigung mit der Familie zu erzielen. Wird eine solche Einigung mit der Familie gefunden, wird die Befassung des Jugendgerichts zu diesem Zeitpunkt ebenfalls vermieden.

B.19.3. Der Dekretgeber will so sicherstellen, dass alle in Gefahr befindlichen Kinder gleich behandelt werden, unabhängig davon, ob die Gefährdungssituation während oder außerhalb der Öffnungszeiten der Dienste oder auch wenn diese nicht erreichbar sind, eintritt, das heißt indem er der Entjustizialisierung der Gefährdungssituation in allen Fällen Vorrang einräumt.

B.20. Mit den angefochtenen Bestimmungen wird der Staatsanwaltschaft, das heißt den Magistraten ohne rechtsprechende Befugnis, deren Unabhängigkeit aber durch Artikel 151 § 1 der Verfassung gewährleistet ist, die Befugnis eingeräumt, angesichts einer Situation der dringenden Notwendigkeit, in der sich ein Kind in ernsthafter Gefahr befindet, unmittelbar zu reagieren, um das Wohl dieses Kindes sicherzustellen.

In Anbetracht des Erfordernisses, dass eine Behörde angesichts einer Situation der dringenden Notwendigkeit, in der sich ein Kind in ernsthafter Gefahr befindet, unverzüglich reagiert, ist die ausdrückliche Zuweisung der Befugnis an die Staatsanwaltschaft, in dieser Situation ein Kind zeitweilig außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen, eine Maßnahme, die als solche gerechtfertigt sein kann.

B.21. Die klagende Partei und die intervenierende Partei führen an, dass die Staatsanwaltschaft regelmäßig entscheide, ein Kind außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen, ohne dass eine dringende Notwendigkeit vorliege.

Die « dringende Notwendigkeit » ist aber eine Bedingung für die durch die angefochtenen Bestimmungen festgelegte Umsetzung der Befugnis der Staatsanwaltschaft. Wenn ein Kind von der Staatsanwaltschaft untergebracht wird, ohne dass eine « dringende Notwendigkeit » vorliegt, stellt dies daher eine Befugnisüberschreitung dar, die sich aus der Ausführung der angefochtenen Bestimmungen ergibt, die sich der Kontrolle des Gerichtshofs entzieht.

B.22. Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei und die intervenierende Partei anführen, kann der Dekretgeber den Standpunkt vertreten, dass die angefochtenen Bestimmungen trotz der von den Jugendgerichten organisierten Bereitschaftsdienste nicht unnötig sind.

Aufgrund von Artikel 5 § 1 II Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Gemeinschaften nämlich uneingeschränkt zuständig für die Regelung des Jugendschutzes im weitesten Sinne des Wortes, abgesehen von den ausdrücklich angeführten Ausnahmen. Bei der Ausübung dieser Zuständigkeit kann der Dekretgeber der Entjustizialisierung einer Situation, in der sich ein Kind in Gefahr befindet, Vorrang einräumen und die Befassung des Jugendrichters und folglich des Richters, « der Bereitschaftsdienst hat », möglichst vermeiden wollen. Deshalb ist es bei der Ausübung dieser Zuständigkeit eine politische Entscheidung, der Staatsanwaltschaft im Fall der dringenden Notwendigkeit die Befugnis einzuräumen, ein in ernsthafter Gefahr befindliches Kind außerhalb seines Lebensumfelds unterzubringen, bis die Dienste der Jugendhilfe und des Jugendschutzes wieder öffnen, um zu prüfen, ob es möglich ist, diesem Kind und seiner Familie eine freiwillige Hilfe anzubieten. Allerdings ist der Dekretgeber bei dieser politischen Entscheidung verpflichtet, die Regeln der Zuständigkeitsverteilung und die Grundrechte zu beachten, was der Gerichtshof zu prüfen hat.

B.23.1. Wie in B.15.5 erwähnt, verlangen die Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, die für Belgien verbindlich sind und die das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens gewährleisten, von den zuständigen Behörden, eine Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes zu beenden, « sobald es wirklich möglich ist ».

Zudem darf die Unterbringung eines Kindes außerhalb seiner Familie, auch wenn sie von kurzer Dauer ist, nur eine außergewöhnliche Maßnahme sein, die möglichst kurz sein muss.

Dies gilt umso mehr, wenn die Unterbringung des Kindes wie im vorliegenden Fall ohne die Entscheidung eines Richters erfolgt.

In den Vorarbeiten ist außerdem angegeben, dass eine auf der Grundlage der Artikel 37/1 und 52/1 des Jugendgesetzbuches getroffene Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes, « die ohne Zustimmung der Personen und ohne die von einem Gericht gebotenen Garantien ergriffen werden kann, als eine Übergangsmaßnahme aufzufassen ist und dazu gedacht ist, von möglichst kurzer Dauer zu sein » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/1, SS. 4 und 5).

B.23.2. Artikel 35 § 5 des Jugendgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 1 des Dekrets vom 23. Juni 2022, und Artikel 53 § 6 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 23. Juni 2022, sehen vor, dass ein Bereitschaftsdienst der Berater und ein Bereitschaftsdienst der Direktoren nach Zonen koordiniert und « gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten organisiert » wird. Außerdem legen diese Bestimmungen als Aufgabe des Beraters und des Direktors, die Bereitschaftsdienst haben, fest, die Staatsanwaltschaft über die Zweckmäßigkeit zu informieren, dringend die Entfernung des betroffenen Kindes aus seinem Lebensumfeld vorzunehmen, wenn die Staatsanwaltschaft in Betracht zieht, die Artikel 37 oder 37/1 oder die Artikel 52 oder 52/1 anzuwenden.

Wie jedoch aus den Vorarbeiten hervorgeht (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2021-2022, Nr. 397/2, SS. 4-5), ist dieser Bereitschaftsdienst auf einen telefonischen Bereitschaftsdienst beschränkt, der am Freitagabend, an Feiertagen und Wochenenden einsatzfähig ist, da die Französische Gemeinschaft dafür keine höheren Haushaltsmittel bereitstellen kann. Der Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 25. August 2022 « zur Ausführung der Artikel 35 § 5 Absatz 2 und 53 § 6 des Dekrets vom 18. Januar 2018 zur Festlegung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz » (nachstehend: Erlass vom 25. August 2022) bestätigt die beschränkte Beschaffenheit des « Bereitschaftsdienstes », indem er ihn definiert als « die Pflicht des Beraters, des beigeordneten Beraters für Jugendhilfe und des Jugendschutzdirektors, des beigeordneten Jugendschutzdirektors freitags von 17.00 Uhr bis 22.00 Uhr und samstags und sonntags von 9.00 Uhr bis 17.00 Uhr sowie an Feiertagen von 9.00 Uhr bis 17.00 Uhr erreichbar und telefonisch verfügbar zu sein ».

Der Erlass vom 25. August 2022 führt die Artikel 35 § 5 und 53 § 6 des Jugendgesetzbuches aus, indem er einen Bereitschaftsdienst einführt, der nicht den gesamten Zeitraum abdeckt, in dem die Staatsanwaltschaft ein Kind auf der Grundlage der Artikel 37/1 und 52/1 des Jugendgesetzbuches unterbringen kann.

B.23.3. Die Verfassungsmäßigkeitsprüfung des Gerichtshofs bezieht sich ausschließlich auf Gesetzesnormen.

In diesem Rahmen stellt der Gerichtshof fest, dass es Artikel 35 § 5 des Jugendgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 1 des Dekrets vom 23. Juni 2022, und Artikel 53 § 6 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 23. Juni 2022, welche nicht die angefochtenen Bestimmungen sind, unabhängig von ihrer Ausführung durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft dieser Regierung erlauben, einen einsatzfähigen Bereitschaftsdienst einzurichten, der den gesamten Zeitraum abdeckt, in dem die Dienste der Jugendhilfe und des Jugendschutzes geschlossen oder nicht erreichbar sind.

B.24.1. Der Umstand, dass das Tätigwerden der Gemeinschaftsauftraggeber vom Dekretgeber vor einer etwaigen Befassung des Jugendgerichts vorgesehen ist, um dem Ziel einer Entjustizialisierung der Jugendhilfe und des Jugendschutzes näher zu kommen, dass aber zugleich die Dienste der Jugendhilfe und des Jugendschutzes nach den klassischen Öffnungszeiten der Verwaltung arbeiten und der Bereitschaftsdienst der Gemeinschaftsauftraggeber aus Haushaltsgründen auf einen telefonischen Bereitschaftsdienst beschränkt ist, der nur zu bestimmten Zeiten einsatzbereit ist, rechtfertigt es nicht, dass die Maßnahme der Unterbringung eines Kindes, die auf der Grundlage der Artikel 37/1 oder 52/1 des Jugendgesetzbuches von der Staatsanwaltschaft getroffen wird, bis zum Ablauf des nächsten Werktages nach dem Zeitpunkt, zu dem die Maßnahme ergriffen wurde, dauert.

B.24.2. Unter Berücksichtigung

(i) der Schwere der damit einhergehenden Beeinträchtigung des Rechts auf Achtung des Privat- und Familienlebens,

(ii) dessen, dass sie nicht von einem unabhängigen und unparteiischen Gericht nach einem Verfahren ergriffen wird, das die Anforderungen von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet, was eine Ausnahme von dem in Artikel 1 Nr. 9 des Jugendgesetzbuches zum Ausdruck gebrachten Grundsatz darstellt, dass « jede Schutzmaßnahme gegenüber einem in Gefahr befindlichen Kind [...] von der Französischen Gemeinschaft im Rahmen einer Gerichtsentscheidung umgesetzt wird »,

(iii) dessen, dass sie ohne Garantie einer späteren Befassung eines Gerichts erfolgen kann,

(iv) und vor allem dessen, dass sie sehr vorläufig sein soll und eine sofortige Reaktion der Behörden in einer Situation der dringenden Notwendigkeit, um das Wohl des Kindes sicherzustellen, ermöglichen soll,

hat eine Maßnahme zur Unterbringung eines Kindes, die von der Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 und 52/1 des Jugendgesetzbuches ergriffen wird, unverhältnismäßige Folgen für die Situation der untergebrachten Kinder und ihrer Familien, wenn sie länger als bis zum Ablauf des nächsten Tages nach dem Tag, an dem die Maßnahme ergriffen wurde, dauert.

B.24.3. Der zweite, der dritte, der vierte, der fünfte und der sechste Klagegrund sind in diesem Maße begründet.

B.24.4. In den Artikeln 37/1 § 1 und 52/1 § 1 des Jugendgesetzbuches in der durch die angefochtenen Bestimmungen eingefügten Fassung ist jeweils der Wortteil « Werk » für nichtig zu erklären, sodass die von der Staatsanwaltschaft beschlossene Maßnahme zur Unterbringung des Kindes spätestens bei Ablauf des ersten Tages nach dem Tag, an dem die Maßnahme ergriffen wurde, endet.

B.25.1. Wenn der Dekretgeber entscheidet, das geplante System beizubehalten, muss er dementsprechend sicherstellen, dass der Beschluss zur Entfernung eines Kindes aus seinem Lebensumfeld nicht länger als bis zum Ablauf des nächsten Tages nach dem Tag, an dem die Maßnahme ergriffen wurde, wirksam sein kann. Spätestens bei Ablauf dieser Frist müssen je nach Fall die Dienste der Jugendhilfe oder die Dienste des Jugendschutzes kontaktiert und in die Lage versetzt worden sein, entweder im Rahmen der angenommenen Hilfe oder im Rahmen der zwangsweisen Hilfe ihrer Aufgabe nachzukommen. Wenn diese Dienste aus irgendeinem Grund innerhalb dieser Frist nicht tätig werden und zu einer einvernehmlichen Lösung gelangen können, obliegt es der Staatsanwaltschaft, wenn sie der Auffassung ist, dass die Entfernungsmaßnahme verlängert werden muss, das Jugendgericht auf der Grundlage der Artikel 37 und 52 des Jugendgesetzbuches zu befassen.

B.25.2. Daraus folgt, dass die von der Staatsanwaltschaft ergriffene Maßnahme zur Entfernung des Kindes aus seinem Lebensumfeld bei Ablauf des ersten Tages nach dem Tag, an dem die Maßnahme ergriffen wurde, entweder aufgehoben wird oder ihr von den in B.4.4.3 erwähnten Personen zugestimmt wird oder sie verhandelt und eventuell durch eine Entscheidung des Jugendgerichts bestätigt wird, wobei gegen diese Entscheidung Rechtsmittel eingelegt werden kann. Auf diese Weise haben die von der Maßnahme zur Entfernung aus dem Lebensumfeld betroffenen Personen die Garantie, dass sie innerhalb einer angemessenen Frist ein von einem unabhängigen und unparteiischen Gericht erlassenes Urteil erhalten, wenn sie gegen die Maßnahme zur Unterbringung des Kindes Einspruch erheben.

B.26. Unter diesen Umständen können die von der klagenden und intervenierenden Partei angeführten Beschwerdegründe der Wirkungslosigkeit und Unwirksamkeit in Bezug auf die Beschwerde, die gegen die von der Staatsanwaltschaft ergriffene Maßnahme beim Jugendgericht geboten wird, selbst wenn sie begründet sind, nicht zur Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen führen. In Anbetracht des Umstandes, dass diese Maßnahme mit einer dringenden Notwendigkeit im Fall einer schwerwiegenden Gefahr für die körperliche oder geistige Unversehrtheit des Kindes begründet wird, gewährleistet nämlich die Regelung einer schnellen Weiterverfolgung dieser Maßnahme aufgrund der Nichtigerklärung des Wortteils « Werk », wie in B.24.4 angegeben, dass die verursachte Beeinträchtigung der Grundrechte des Kindes und seiner Eltern nicht unverhältnismäßig ist.

B.27. Schließlich ist es zwar zutreffend, dass sie nicht vorsehen, dass das Kind unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens von der Staatsanwaltschaft angehört wird, damit es seine Meinung zu der in Betracht gezogenen Unterbringungsmaßnahme äußern kann und seiner Meinung Rechnung getragen wird, aber die angefochtenen Bestimmungen können nicht dahin ausgelegt werden, dass sie von Artikel 22*bis* Absatz 2 der Verfassung und den Artikeln 9 und 12 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes abweichen, die verlangen, dass das Kind unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens das Recht hat, sich in allen Angelegenheiten, die es betreffen, zu äußern. Die von der Staatsanwaltschaft beschlossene Unterbringungsmaßnahme ist offensichtlich eine das Kind betreffende Angelegenheit, sodass seine Meinung unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens von der Staatsanwaltschaft eingeholt werden muss, gegebenenfalls über die Polizeidienste, die vor Ort tätig werden, und ihr ordnungsgemäß Rechnung getragen werden muss. Der Umstand, dass diese Maßnahme in einer Situation der dringenden Notwendigkeit ergriffen wird, erlaubt es nicht, sich der Einhaltung dieser Verfassungs- und Vertragsgarantie zu entziehen.

B.28. Vorbehaltlich der in B.27 erwähnten Auslegung sind die vorerwähnten Klagegründe in diesem Punkt unbegründet.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen

B.29. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft beantragt beim Gerichtshof, die Folgen der angefochtenen Bestimmungen aufrechtzuerhalten, wenn « der Gerichtshof urteilen sollte, dass die Französische Gemeinschaft zuständig ist, um die wesentlichen Elemente des Verfahrens der Entscheidung durch die Staatsanwaltschaft auf der Grundlage der Artikel 37/1 und 52/1 des Gesetzbuches festzulegen, und dass die fraglichen Bestimmungen unzureichend sind, um die geltend gemachten Grundrechte zu gewährleisten ».

B.30. Da sich die in B.24.4 erwähnte teilweise Nichtigerklärung nicht auf diesen Punkt bezieht, ist diesem Antrag nicht stattzugeben.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt in den Artikeln 37/1 § 1 und 52/1 § 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 18. Januar 2018 « zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz », eingefügt durch die Artikel 3 und 6 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 23. Juni 2022 « zur Abänderung des Dekrets vom 18. Januar 2018 zur Einführung des Gesetzbuches über die Prävention, die Jugendhilfe und den Jugendschutz », den Wortteil « Werk » für nichtig;

2. weist die Klage vorbehaltlich der in B.27 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 23. November 2023.

Der Kanzler,

N. Dupont

Der Präsident,

P. Nihoul